



Site Natura 2000 FR7200686 «Marais du Bec d'Ambès»



TOME 2 : DOCUMENT OPERATIONNEL Octobre 2012

Opérateur local



Assistant technique à l'opérateur



SOMMAIRE

1. ENJEUX DE CONSERVATION ET OBJECTIFS OPERATIONNELS.....	4
1.1. Présentation des enjeux de conservation	4
1.2 Présentation des objectifs de conservation	5
1.3 Déclinaison en objectifs opérationnels	6
2. PROGRAMME OPERATIONNEL	7
2.1. Classification des actions	7
2.2. Les outils mis en place	7
2.3. Plan de travail.....	9
2.4 Programme d'actions	12
2.4.1. LIBELLE DES FICHES ACTION	12
2.4.2 PRISE EN COMPTE DU VISON D'EUROPE DANS LES INTERVENTIONS A PROXIMITE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE.....	14
3. CATALOGUE DES FICHES ACTIONS	16
3.1 Les Mesures Agro Environnementales territorialisées (MAEt)	17
3.2 Les contrats non agricoles non forestiers	22
3.2.1 ACTIONS DE RESTAURATION, DE GESTION ET D'ENTRETIEN	23
3.2.2 ACTIONS RELATIVE A DES TRAVAUX D'EQUIPEMENT	55
3.2.3. MAQUETTE FINANCIERE DES CONTRATS NON AGRICOLES NON FORESTIERS.....	64
3.3 L'Animation DU DOCOB.....	66
3.4. Actions hors contrat	71
3.4.1 LES ACTIONS DE GESTION ET D'ENTRETIEN	71
3.4.2 LES ACTIONS RELATIVES A DES TRAVAUX D'EQUIPEMENT	82
3.4.3 LES ACTIONS D'ETUDES ET DE SUIVI.....	84
3.4.4 LES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION	92
3.4.5 MAQUETTE FINANCIERE DES ACTIONS NON CONTRACTUELLES	98
3.5 Maquette financiere globale.....	99

PREAMBULE

Le document opérationnel du DOCOB constitue un document de cadrage destiné à organiser la gestion conservatoire du site Natura 2000 des marais du Bec d'Ambès sur les plans technique et financier.

Il s'agit de la suite logique du diagnostic de site croisé avec les objectifs de conservation dévolus par la directive « Habitats » aux espèces et habitats naturels d'intérêt communautaire présents sur le site des marais du Bec d'Ambès.

Le site FR7200686 « Marais du Bec d'Ambès » est caractérisé par des intérêts patrimoniaux diversifiés liées principalement à la présence de vastes zones humides façonnées par la présence humaine et notamment l'activité d'élevage.

Ces zones humides abritent une diversité de milieux d'intérêt : prairies, boisements, formations d'ourlets (formations fraîches à hautes herbes, stade intermédiaire lié à la déprise agricole), ...

Une grande diversité d'espèces liée à la présence de ces milieux caractérise également le site qu'il s'agisse de la Loutre ou du Vison d'Europe, de la Cistude d'Europe, du Cuivré des Marais, ...

Des prairies de fauche d'intérêt communautaire à forte biodiversité sont également présentes sur les secteurs plus secs.

Le maintien de ces habitats et espèces est en grande partie dépendante comme souvent sur les sites de marais :

- de la bonne fonctionnalité hydraulique des marais et du réseau hydrographique associé
- du maintien sur place des activités humaines favorables à la biodiversité, élevage en particulier dont l'avenir est incertain.

La prédominance de l'activité d'élevage et l'abandon progressif de cette activité induit une contradiction fréquente sur les sites en cours d'abandon où une première phase aboutie à une diversification des milieux et des habitats, mais où l'évolution ultérieure entraîne l'expansion générale des boisements, résultant de la forte dynamique de colonisation des ligneux.

On assiste alors à la régression des espèces exploitant les prairies et leurs lisières (lépidoptères, odonates, avifaune), ainsi que de certains milieux (prairies de fauche, mégaphorbiaies et même les aulnaies-frênaies).

Outre la déprise agricole qui menace la conservation du site, ce dernier est également touché entre autres par un développement des espèces invasives qui dégrade la biodiversité locale.

L'intérêt de ce document opérationnel va être de préserver cette diversité de milieux principalement ouverts et ce, en complément de l'action des réglementations sectorielles liées à l'environnement et l'aménagement du territoire.

Remarque :

Ce document opérationnel a été en partie inspiré des autres DOCOB portant sur des sites de marais girondins (Blayais, Nord, Haut et Bas Médoc notamment).

Les caractéristiques et problématiques sont en effet souvent assez semblables. Le travail mené en groupes thématiques a également permis d'orienter le programme d'actions.

1. ENJEUX DE CONSERVATION ET OBJECTIFS OPERATIONNELS

1.1. PRESENTATION DES ENJEUX DE CONSERVATION

Le périmètre opérationnel proposé dans le cadre du DOCOB prend en compte les milieux humides et associées des marais du Bec d'Ambès qui incluent la plupart des connexions hydrauliques avec la Garonne et la Dordogne, ainsi que les principaux milieux de vie des espèces patrimoniales fréquentant les marais de la Presqu'île.

Dans ce cadre, et au-delà de l'enjeu global de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire, trois grands enjeux de conservation ont été fixés pour guider la stratégie d'intervention à l'échelle du site :

- Enjeu 1 : Faire perdurer les activités humaines permettant l'entretien et la conservation des habitats naturels et d'espèces

Le bon état de conservation du site nécessite, en premier lieu, la pérennité des activités humaines traditionnelles qui permettent de maintenir des milieux ouverts et bocagers sur un site caractéristique de marais. Est en particulier visée l'agriculture traditionnelle d'élevage, en difficulté économique, qui engendre le maintien des prairies de fauche d'intérêt communautaire ou humide.

En cas de disparition de cette activité, un entretien de substitution devra prendre le relais pour maintenir les espaces prairiaux abritant le maximum de biodiversité. Le maintien de l'activité chasse, très ancrée dans le terroir local, doit également participer au maintien des habitats ouverts et à l'inondabilité des marais respectant un cycle naturel.

- Enjeu 2 : Faire en sorte que les activités industrielles alentours ne soient pas préjudiciables à la conservation du site

Les activités industrielles implantées notamment sur le Bec d'Ambès et le Sud de Sabarèges autour du périmètre Natura 2000 (et les infrastructures routières associées) doivent pouvoir continuer à s'exercer sans remettre en cause l'intégrité ou les fonctionnalités écologiques du site qui demeurent fragile.

- Enjeu 3 : Maintenir une gestion de l'eau permettant d'assurer une bonne fonctionnalité écologique des marais.

La gestion de l'eau au sein des marais est déterminante pour la conservation des zones humides cœurs du site des marais du Bec d'Ambès qui abritent une multitude d'espèces et d'habitats naturels patrimoniaux. Le maintien d'une gestion au plus proche du cycle naturel de l'eau (inondation automnale ou hivernale suivie d'un ressuyage naturel au printemps) apparaît déterminant.

Ces trois grands enjeux associent l'état écologique « des marais du Bec d'Ambès » et les activités humaines qui s'y déroulent. Si d'autres enjeux auraient pu être caractérisés, les trois ici affichés paraissent prépondérants au moins en ce qui concerne le maintien des qualités environnementales du site, l'amélioration de l'état écologique pouvant également être recherché parallèlement à la pérennisation des pratiques favorables.

1.2 PRESENTATION DES OBJECTIFS DE CONSERVATION

De la même manière qu'ont été définis trois grands enjeux de conservation, quatre grands objectifs de conservation du site Natura 2000 ont été élaborés. Déclinés en objectifs opérationnels, ils devront guider la politique de gestion menée sur le site compte tenu des menaces identifiées sur le territoire.

- **Objectif 1 :**

Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

- **Objectif 2 :**

Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

- **Objectif 3 :**

Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site

- **Objectif 4 :**

Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB.

La stratégie de conservation élaborée, assez commune en comparaison de ce qu'il se fait sur les autres sites Natura 2000 porte, d'une part, sur le maintien des habitats et espèces d'intérêt communautaire et le confortement des activités garantes de ce maintien, et d'autre part, sur la restauration des conditions favorables à leur préservation.

Les objectifs généraux de conservation ont été déclinés en objectifs opérationnels (propres aux problématiques du site des marais du Bec d'Ambès) pour guider la stratégie de gestion proposée.

1.3 DECLINAISON EN OBJECTIFS OPERATIONNELS

Objectifs de conservation	Objectifs opérationnels	Habitats naturels et d'espèces	Espèces
Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants	Tous	Toutes
	Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats	Tous	Toutes
	Encourager les pratiques agricoles favorables à la biodiversité	Formations herbeuses	Toutes
	Maintenir une gestion des boisements favorables à la biodiversité	Forêts	Vison d'Europe, Loutre
	Limiter l'installation de nouvelles peupleraies	Habitats ouverts essentiellement	Cuivré des marais
	Maintenir le fonctionnement hydrologique des marais respectant le cycle naturel de l'eau	Tous	Toutes
	Réaliser un entretien raisonné des jalles, fossés et plans d'eau	Eaux dormantes, eaux courantes	Toutes
	Maintenir une bande de végétation naturelle en bordure de jalles et fossés		Toutes
Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	Restaurer les habitats abandonnés	Formations herbeuses naturelles et semi-naturelles	Toutes
	Améliorer la qualité de l'eau	Eaux courantes/dormantes	Vison d'Europe, Loutre, Cistude d'Europe
	Restaurer les zones dégradées par des dépôts d'ordures et remblais	Tous	Toutes
	Améliorer les capacités d'accueil de la faune piscicole	–	Vison d'Europe, Loutre, faune piscicole
	Assurer la continuité écologique des routes traversant le site	–	Vison d'Europe, Loutre
	Augmenter le maillage des corridors biologiques au sein des entités de grandes cultures	Tous	Toutes
	Lutter contre les espèces concurrentes invasives	Tous	Toutes
	Encourager la réalisation des opérations d'entretien en période non perturbante	–	Toutes
	Encourager la gestion environnementale des peupleraies	Formations herbeuses (mégaphorbiaies)	Cuivré des marais, Loutre, Vison d'Europe
Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site	Informier et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000	Tous	Toutes
	Sensibiliser le public sur les richesses naturelles du site	Tous	Toutes
	Faire du DOCOB un outil porteur des politiques publiques environnementales	Tous	Toutes
	Animer le DOCOB	Tous	Toutes
Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB	Améliorer la connaissance des milieux et espèces	Tous	Toutes
	Suivre l'évolution du site	Tous	Toutes

2. PROGRAMME OPERATIONNEL

2.1. CLASSIFICATION DES ACTIONS

Un code permettant de classer les actions par nature et par ordre de priorité a été choisi. En ce qui concerne la nature des actions, plusieurs types d'intervention sont à réaliser :

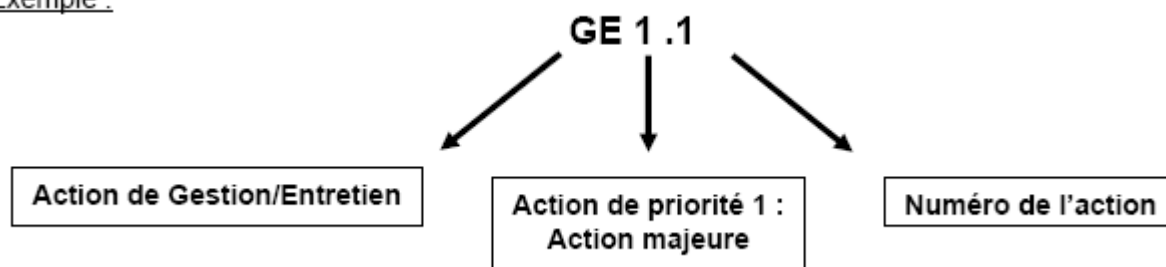
- **GE** : Gestion conservatoire et entretien
- **TU** : Travaux uniques, équipement
- **SE** : Suivi, études, inventaires
- **PI** : Pédagogie, information et sensibilisation

En ce qui concerne le niveau de priorité, trois classes sont rencontrées :

- **Classe de priorité 1 : les actions majeures** (niveau de priorité 1) : intervention à court terme, prioritaire pour la conservation des espèces et leurs habitats, en particulier ceux classés d'intérêt majeur à l'issue du diagnostic.
- **Classe de priorité 2 : les actions importantes** (niveau de priorité 2) : intervention moins urgente mais indispensable pour la conservation des espèces et leurs habitats.
- **Classe de priorité 3 : les actions secondaires** (niveau de priorité 3) : intervention utile mais non prioritaire pour la conservation des espèces et leurs habitats et/ou ne répondant pas à une réelle menace sur le territoire.

Les fiches action ont donc été codées par la juxtaposition de la nature et de la priorité de l'action.

Exemple :



2.2. LES OUTILS MIS EN PLACE

La mise en oeuvre des actions nécessitera la mobilisation de plusieurs outils¹ :

1. Les mesures contractuelles sur les parcelles agricoles : s'adressant aux agriculteurs pour favoriser l'utilisation de bonnes pratiques en grandes cultures et en prairies : les Mesures Agro-environnementales territorialisées : **MAEt**.

2. Les mesures contractuelles sur les parcelles non forestières non agricoles : s'adressant aux propriétaires (et gestionnaires) non agriculteurs pour mener à bien la gestion conservatoire de leurs parcelles dans une logique non productive : les Contrats Natura 2000 : **CN2000**,

¹ La liste de ces outils figure dans le Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH).

3. Les mesures non contractuelles incluant principalement les études corolaires au DOCOB participant à l'atteinte des objectifs de ce dernier, les actions de suivis, de sensibilisation : les mesures Hors Contrat : HC.

La **charte Natura 2000**, proposée à la signature des agriculteurs et non agriculteurs sur des parcelles exploitées ou non exploitées, expose quant à elle les bonnes pratiques de gestion contribuant directement à la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Elle vient en complément des outils détaillés ci-dessus, elle n'a pas vocation à s'y substituer.

Remarques :

Il existe dans le dispositif Natura 2000 des mesures contractuelles spécifiques aux parcelles forestières : s'adressant aux propriétaires (et gestionnaires) agriculteurs et non agriculteurs sur des surfaces exclusivement forestières dans une logique non productive : les Contrats Natura 2000 forestiers : **CNF2000**.

Nous avons fait le choix de ne pas prévoir ces mesures dans le présent DOCOB, les habitats et problématiques qu'elles traitent n'étant pas adaptés aux caractéristiques du site Natura 2000 « Marais du Bec d'Ambès ».

Les mesures non agricoles ouvertes à un financement sont annexées à la circulaire du 27 avril 2012 relative à la gestion contractuelle des sites Natura 2000 majoritairement terrestres.

Actuellement, les financements européens des contrats Natura 2000 et MAEt sont assurés par le programme FEADER 2007-2013. Le nouveau programme européen, commençant en 2014, doit redéfinir les possibilités de financement liées à Natura 2000.

Pour les actions relevant également de la politique de l'eau, la priorité sera donnée aux actions collectives et aux financements prévus par l'Agence de l'eau et le Conseil général et non aux contrats Natura 2000, les contrats Natura 2000 ne devant intervenir qu'en l'absence de prise en compte par une autre politique.

Enfin, avec l'accord des services de l'Etat et afin de lancer au plus vite la phase d'animation du site, les MAET ne seront pas élaborées dans le cadre de ce Docob. Il reviendra à l'animateur de monter le projet agro-environnemental à partir des grandes lignes directrices évoquées dans le Docob.

2.3. PLAN DE TRAVAIL

Objectif de conservation n°1	Objectifs opérationnels	Principes d'action	Priorité	Outils	Charte	Action contractuelle correspondante*
Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants Actions GE1.1, GE1.2, GE1.4, GE1.5, GE1.6, GE1.7, GE1.8, GE2.1, GE2.4, GE3.1, TU1.1	Maintenir les surfaces prairiales et les plans d'eau temporaires Maintenir les habitats humides non boisés : mégaphorbiaies,... Maintenir les habitats forestiers et les haies : forêts mixtes riveraines des grands fleuves, aulnaie marécageuse,...	1	MAET CN2000 HC	X	A32303R / A32304R A32305R / A32309R A32320P et R A32325P
	Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats et des espèces Actions GE1.1, GE1.5, GE1.6, GE1.7, GE1.8, GE2.1, GE2.4	Pérenniser l'élevage extensif dans les marais et les zones prairiales, l'entretien des mares de tonne, la politique de maîtrise foncière des zones humides, ...	1	MAET CN2000	X	A32303R / A32304R A32305R / A32309R
	Encourager les pratiques agricoles favorables à la biodiversité Actions GE1.8, GE2.4	Favoriser la gestion extensive des prairies Encourager le développement de zones favorables à la biodiversité (et à la gestion de l'eau) au sein des unités de cultures	1	MAET CN2000	X	A32303R
	Maintenir une gestion des boisements favorables à la biodiversité Actions GE1.4, GE2.4	Conserver une gestion douce et traditionnelle des boisements favorables à la biodiversité et au maintien de boisements naturels : maintien d'arbres morts ou sénescents, coupes ciblées, régénération naturelle. Principe de non défrichement des zones boisées	2	HC	X	-
	Limiter l'installation de nouvelles peupleraies Action GE2.4	Faire en sorte de ne pas voir se généraliser la plantation de peuplier en lieu et place des milieux ouverts prairiaux ou marécageux	2	HC	X	-
	Maintenir le fonctionnement hydrologique des marais respectant le cycle naturel de l'eau Actions GE1.1, GE1.3, GE2.1 et GE2.4	Continuer d'associer gestion de l'eau et cycle naturel de l'eau : inondabilité hivernale des marais et ressuyage naturel printanier ; optimisation des niveaux d'eau favorable aux habitats naturels et à la faune	1	CN2000 HC	X	A32309R
	Réaliser un entretien raisonné des jalles, fossés et plans d'eau Actions GE1.1, GE1.2, GE2.1, GE2.2	Encourager et pérenniser la gestion douce du lit des jalles et fossés, des berges et de leurs abords, de même que des blancs de tonne répondant à la sensibilité du milieu (période et fréquence d'intervention, gestion de la végétation rivulaire et des vases extraites)	2	MAET CN2000 HC	X	A32309R A32312P et R A32314R et P
	Maintenir une bande de végétation naturelle en bordure de jalles et fossés Actions GE1.1, GE1.2, GE1.4	Conserver une bande rivulaire herbacée et/ou arborée en assurant un entretien minimal et hors période sensible pour la faune (printemps/été) jouant son rôle de corridor biologique et de filtration des eaux	1	MAET HC	X	-

Objectif de conservation n°2	Objectifs opérationnels	Principes d'action	Priorité	Outils	Charte	Action financée correspondante*
Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	Restaurer les habitats abandonnés Actions GE1.1, GE1.8, GE2.4, GE2.5	Restaurer et entretenir les milieux abandonnés enfrichés. Privilégier l'entretien durable des parcelles en déprise par l'agriculture d'élevage. A défaut, encourager les actions collectives (associations de chasse, amis des marais, Syndicat des marais, ...) pour restaurer et entretenir les milieux humides et/ou prairiaux en déprise.	1	MAET CN2000 HC	-	A32301P / A32303R A32306P A32312P et R A32314R et P
	Améliorer la qualité de l'eau Actions GE1.1, GE1.2, GE2.1, GE2.2, GE2.3, GE2.4, SE2.1	Réduire les pollutions rejetées (assainissement, eaux ruisselées, agriculture, industries) en lien avec les outils de politique de l'eau existants (SDAGE, SAGE, SPANC, ...) et redonner au milieu ses capacités d'autoépuration	1	MAET CN2000 HC	X	A32306P / A32309R A32312P et R A32314R et P
	Restaurer les zones souillées par des dépôts d'ordures et remblais Actions GE1.1, GE2.4, TU1.2	Nettoyer et empêcher les dépôts d'ordures (gravats, déchets de chantier, ordures ménagères, ...) polluant les eaux et dégradant les habitats et amenant d'autres dépôts	1	HC	X	-
	Améliorer les capacités d'accueil de la faune piscicole Actions GE1.1, GE1.2, GE2.1, GE2.2, GE2.4	Encourager la prise en compte de l'accueil de la faune piscicole et des capacités d'échanges piscicoles entre les marais et la Garonne et la Dordogne dans les actions menées	2	HC CN2000	X	A32309R A32312P et R A32314R et P
	Assurer la continuité écologique des routes traversant le site Actions TU1.1, GE2.4	Aménager des franchissements sécurisés sous la chaussée aux mammifères semi aquatiques en particulier par la pose de buses sèches, banquettes, barrières anti-franchissement	1	CN2000	-	A32325P
	Augmenter le maillage des corridors biologiques au sein des entités de grandes cultures Action GE2.4	Encourager la mise en œuvre de zones de développement ou de transit de la biodiversité au sein des grandes cultures notamment par l'élargissement des bandes enherbées et la plantation de haies	2	MAET HC	-	-
	Lutter contre les espèces concurrentes invasives Actions GE1.1, GE1.2, GE2.1, GE2.4, GE3.1	Réaliser des actions de régulation des foyers d'espèces invasives végétales et animales déjà bien implantées ou nouvellement venues qui nuisent à la biodiversité	2	CN2000 HC	X	A32309R A32320P et R
	Encourager la réalisation des opérations d'entretien en période non perturbante Actions GE1.1, GE1.2, GE2.1, GE2.4	Pour toute opération d'entretien collective ou individuelle (réseau hydrographique, mare de tonne, fauche/girobroyage), prendre en compte la sensibilité des espèces d'intérêt communautaire (sensibilité maximale en période printanière et estivale)	1	CN2000 HC	X	A32309R
	Encourager la gestion environnementale des peupleraies Actions GE2.4	Adapter la gestion des peupleraies existantes pour le maintien de la biodiversité par la réalisation d'un entretien minimal afin de conserver un couvert herbacé haut sous les plants. Encourager l'enlèvement des branchages après exploitation facilitant l'enfrichement.	3	HC	X	-

Objectifs de conservation	Objectifs opérationnels	Principes d'action	Priorité	Outils	Charte	Action contractuelle correspondante*
N°3 Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site	Informier et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000 Actions GE1.1, GE2.4, TU2.1, PI1.1, animation	Sensibiliser les élus, propriétaires, gestionnaires, usagers de problématiques de gestion/utilisation des milieux par rapport aux enjeux environnementaux du site. Sensibiliser à la gestion des espèces exotiques envahissantes	1	CN2000 HC	X	A32326P
	Sensibiliser le public sur les richesses naturelles du site Actions GE2.4, TU2.1, PI2.1, animation	Réalisation de supports d'informations pédagogiques à destination de tous les publics (scolaires, habitants des communes, ...); diffusions Internet, lettre d'informations, panneaux d'affichage sur le site	1	CN2000 HC		A32326P
	Faire du DOCOB un outil porteur des politiques publiques environnementales (SAGE Estuaire, ...) Actions GE1.1, GE2.4, animation	Enjeu global incontournable du site, la gestion de l'eau est traitée à travers plusieurs politiques (SAGE, PPRI, ...). Natura 2000 ne finançant pas d'actions liées à la qualité des eaux (déjà financée par ailleurs), la mise en œuvre du DOCOB doit servir à l'application des outils réglementaires existants.	2	HC	X	-
	Animer le DOCOB Action d'animation	La mise en œuvre du DOCOB et l'atteinte des objectifs dépendront en partie du travail d'animation : l'animateur devra rencontrer un maximum d'acteurs, sensibiliser aux enjeux, accompagner les projets, contractualiser des mesures, diffuser de l'information.	1	Hors champ d'action		-
N°4 Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB	Améliorer la connaissance des milieux et espèces Actions SE2.1, SE3.1, SE3.2, SE3.3	Les groupes faunistiques mériteraient des études complémentaires pour préciser leur statut sur le site. Les chiroptères par exemple pourraient faire l'objet d'une étude spécifique, les connaissances actuelles étant très sommaires. Des suivis de qualité des eaux (des jalles et des blancs de tonne) devraient également être réalisés	3	HC	-	-
	Suivre l'évolution du site Actions GE1.1, SE2.1, SE3.1, SE3.2, SE3.3	Pour juger de l'efficacité de la mise en œuvre du DOCOB, un suivi cartographique des habitats naturels en présence et des espèces devra être mené, de même que des actions mises en œuvre et des résultats qu'elles ont pu apporter	3	HC	-	-

* La liste des actions contractuelles éligibles à un financement est reproduite à l'annexe 3.2 de la circulaire du 27 avril 2012 relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres.

2.4 PROGRAMME D'ACTIONS

2.4.1. Libellé des fiches action

Thème		Code Action	Libellé
Gestion Entretien	Gestion de l'eau	GE1.1	Réalisation de plans de gestion des marais
		GE1.2	Gestion douce des jalles, fossés et de leurs abords
		GE1.3	Gestion écologique des niveaux d'eau dans les marais
		GE2.1	Gestion douce des mares et de leurs abords
		GE2.2	Restauration de la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques favorable aux habitats et espèces d'intérêt communautaire
	Gestion des habitats boisés	GE1.4	Conservation des boisements et des haies existants
		GE2.3	Réhabilitation et entretien des haies dégradées
	Gestion des habitats naturels et habitats d'espèces non forestiers	GE2.4	Maîtrise foncière à fins conservatoires et de valorisation des espaces d'intérêt
		GE1.5	Entretien des milieux semi-ouverts par girobroyage
		GE1.6	Entretien des milieux ouverts et semi-ouverts par la fauche
		GE1.7	Entretien des milieux ouverts par la fauche et le pâturage
		GE1.8	Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique
		GE2.5	Restauration des milieux enfrichés abandonnés par débroussaillage
		GE3.1	Chantiers d'élimination ou de limitation d'espèces végétales et animales invasives
	Gestion des espaces agricoles	MAEt à définir par l'animateur du DOCOB	
Travaux Equipement	Conservation des espèces	TU1.1	Aménagement du linéaire et des ouvrages de franchissement routier pour le Vison d'Europe et la loutre
	Conservation des espèces et habitats	TU1.2	Chantiers de nettoyage des dépôts sauvages
	Information, sensibilisation	TU2.1	Aménagements de panneaux d'informations visant à informer les usagers pour limiter leur impact

Thème	Code Action	Libellé
Suivis Etudes	SE2.1	Programme d'amélioration et suivi de la qualité des eaux
	SE3.1	Suivi cartographique de l'évolution des habitats naturels et de l'état de conservation des milieux ouverts
	SE3.2	Amélioration des connaissances et suivi des espèces d'intérêt communautaire
	SE3.3	Amélioration des connaissances et suivi des peuplements piscicoles
Pédagogie Information	PI1.1	Sensibiliser et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000
	PI2.1	Informar les populations locales des richesses naturelles du site
	PI3.1	Informar, sensibiliser, former les usagers à la reconnaissance des espèces exotiques envahissantes et aux moyens de lutte

2.4.2 Prise en compte du Vison d'Europe dans les interventions à proximité du réseau hydrographique

Le site « Marais du Bec d'Ambès » trouve une partie de sa justification dans l'intégration du réseau Natura 2000 en tant que site à Vison d'Europe, espèce d'intérêt communautaire jugée prioritaire par la Directive « Habitats ». L'espèce fait l'objet d'un plan national de restauration des populations.

Il paraît donc important de rappeler ici les recommandations techniques extraites du rapport « *Gestion des habitats du Vison d'Europe* »² à suivre lors de la réalisation de travaux, prévus ou non par le DOCOB, en fonction de leur nature.

Les préconisations liées à la conservation du Vison d'Europe favoriseront également la conservation de la Loutre (qui fait également l'objet d'un plan national d'actions), aux mœurs très semblables à celles du Vison.

Pour ces deux espèces, nous incitons les maîtres d'ouvrage à se référer à leurs plans d'actions respectifs.

Extraits :

*Pour limiter les impacts sur le vison et ses habitats d'un programme de restauration et d'entretien de cours d'eau d'un bassin versant, la première question à se poser est donc : **Est-il nécessaire d'intervenir sur le cours d'eau ?***

Pour les principales interventions pouvant porter préjudice aux visons d'Europe, une liste des précautions à prendre a été dressée. Pour toutes les interventions qui suivent, il est nécessaire de limiter, dans la mesure du possible, l'emploi de moyens mécaniques lourds.

- **Gestion de la sédimentation (envasement, sédimentation)**

Le curage ne doit être réalisé qu'en cas d'absolue nécessité et il ne doit concerner que des secteurs limités (enlèvement d'un bouchon vaseux par exemple). Lorsque des problèmes de débordement particulièrement dommageables sont constatés (inondation de zones bâties par exemple), il convient de réaliser une étude hydraulique précise afin d'en identifier les causes et de n'intervenir que sur les secteurs où une amélioration de l'écoulement est absolument indispensable.

- **Recalibrage**

Lorsque les travaux concernent des atterrissements ou des îlots végétalisés, le chantier doit être précédé d'un travail préalable de nettoyage manuel de la végétation destiné à limiter les risques de destruction de Visions d'Europe.

- **Stabilisation et protection des berges**

La stratégie de type "espace de liberté" par acquisition des terrains doit être privilégiée afin de permettre une libre divagation des cours d'eau et d'éviter d'avoir à engager de coûteuses opérations de réaménagements.

Dans le cas où l'intervention s'avère nécessaire, la stabilisation des berges ne doit concerner que les secteurs présentant un enjeu majeur (protection des habitations, des ponts, des routes, des zones majeures du point de vue économique...). Il faut éviter dans la mesure du possible de réaliser des aménagements en dur (enrochements, palplanches,...) pour leur préférer les protections végétales : fascinage, clayonnage, enherbement, plantation d'essences de fixation.

² « *Gestion des habitats du Vison d'Europe* »² : Auteurs : Conseil général des Landes, GREGE, CETE Sud Ouest, SETRA, SFEPM ; 2003

Un travail préalable de nettoyage manuel de la végétation doit être réalisé pour limiter les risques de destruction de Visons d'Europe.

- **Embâcles**

L'enlèvement des embâcles ne doit pas être systématique mais traité au cas par cas. L'intervention peut être justifiée dans le cas de problèmes évidents : risque de déstabilisation d'un ouvrage d'art, inondation de zones habitées.

Pour limiter les risques de mortalité accidentelle, il faut éviter :

- l'utilisation d'une pince hydraulique ;
- le cheminement des engins de débardage sur les berges ;

Les techniques alternatives d'enlèvement doivent être privilégiées :

- le flottage : les bois préalablement tronçonnés sont mis à dériver au fil de l'eau, le courant les transportant jusqu'à une zone d'accès facile où ils sont récupérés ;
- l'utilisation de treuils depuis le haut de berge ;
- le débardage à cheval, alternative aux engins mécaniques lourds.

- **Nettoyage des berges**

Les travaux de débroussaillage doivent se limiter au strict nécessaire et doivent être effectués si possible à la main (débroussailleuse à dos).

Le nettoyage de la végétation des berges doit se limiter aux secteurs où la pénétration humaine est importante : milieux périurbains, itinéraires de promenade, lieux très fréquentés par les pêcheurs, bases de loisirs. A ces endroits, il est préférable de maintenir une végétation rase par des passages fréquents. Le Vison d'Europe gîte en effet plutôt dans les broussailles et les sous-bois denses et il y a peu de chances qu'il soit présent dans la journée dans un milieu qui ne lui procure pas un couvert suffisant.

Du fait de l'étendue des domaines vitaux des visons, la probabilité de destruction d'un animal est relativement faible lorsque les travaux ne concernent qu'un petit secteur de berge. Ce sont donc surtout les aménagements lourds sur un linéaire important qui doivent être évités.

Au-delà des modalités et du type d'interventions, certaines périodes préconisées tendent également à porter préjudice au Vison d'Europe.

La période d'avril à septembre est la plus critique avec la mise-bas et l'élevage des jeunes. Il s'agit de limiter toute intrusion dans le domaine vital du Vison d'Europe ou alors d'adapter les modalités d'interventions.

Même si les milieux directement concernés par le projet ne constituent pas d'habitat préférentiel pour le Vison, il est recommandé de veiller au respect de ces périodes pour les stations incluses dans l'aire de présence attestée du Vison d'Europe.

Pour toutes interventions programmées, la première phase « d'artificialisation de la zone » est la plus critique (débroussaillage, dessouchage, premiers terrassements). C'est cette étape là qui doit exclure la période critique de cantonnement des femelles. Une fois la zone entièrement bouleversée, les travaux peuvent être opérés en période de cantonnement des animaux puisque les animaux ne viendront plus mettre bas dans la zone de chantier.

Si les travaux se déroulent de septembre à mars, on obtient une réduction :

- ✓ ***de la potentielle mortalité des visons due aux travaux ;***
- ✓ ***des incidences temporaires au sol liées à l'emprise des travaux.***

3. CATALOGUE DES FICHES ACTIONS

Dans cette partie seront abordées, le panel d'actions destiné à la réalisation des objectifs du DOCOB :

- les pistes à suivre pour l'élaboration des Mesures AgroEnvironnementales territorialisées (MAEt)
- les contrats non agricoles et non forestiers
- l'animation du site
- les actions hors contrat.

Chaque fiche est caractérisée par un code couleur indiquant sa priorité :

Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
------------	------------	------------

3.1 LES MESURES AGRO ENVIRONNEMENTALES TERRITORIALISEES (MAET)

Une mesure agroenvironnementale vise à favoriser la mise en œuvre de pratiques agricoles favorables à l'environnement par un exploitant agricole volontaire, en contrepartie d'une rémunération annuelle, laquelle correspond aux coûts supplémentaires, aux manques à gagner et aux coûts induits liés à la mise en œuvre des pratiques agroenvironnementales.

Les mesures agroenvironnementales sont souscrites pour cinq ans au travers d'un engagement agroenvironnemental. Une mesure agroenvironnementale territorialisée est définie pour un type de couvert (prairie, culture, vigne, verger, ...) ou un habitat Natura 2000, un élément linéaire ou ponctuel. La demande d'engagement doit être déposée avant le 15 mai de chaque année.

Une mesure agroenvironnementale est définie par la combinaison d'un ensemble d'obligations (engagements unitaires) et d'une rémunération. Le tableau en page suivante présente les engagements unitaires (et leur rémunération) présélectionnés parmi ceux es engagements du Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH) susceptibles de s'appliquer sur le site.

Le cahier des charges des mesures agroenvironnementales proposées est élaboré en fonction des conclusions du diagnostic, par combinaison des engagements unitaires de la liste nationale définie dans le Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH).

Le cahier des charges de cette mesure reprend l'ensemble des éléments techniques notifiés dans le PDRH pour chacun des engagements unitaires combinés et dans le document régional de développement rural (DRDR Aquitaine) validé pour la période 2007-2013.

Le système actuel des MAEt est celui prévu sur le programme financier 2007-2013 du FEADER (fond européen). En 2014 doit s'engager une nouvelle programmation financière de sept ans dont nous ne connaissons pas à l'heure actuelle précisément les contours. Le système MAEt devrait globalement rester le même (selon les informations dont nous disposons).

La nouvelle PAC, prétendue plus « verte » que l'actuelle, entrera également en vigueur en 2014 et pourra également impacter la définition des nouvelles MAEt..

La mesure doit être finalisée en octobre-novembre pour être validée en Comité de Pilotage du site puis en Commission Régionale Agro Environnementale (CRAE) avant le 15 mai.

Elles sont financées à 75% par le fond européen FEADER et à 25% par des fonds nationaux. Certaines MAEt nécessitent des diagnostics d'exploitation.

En accord avec les services préfectoraux chargés du suivi de la mise en œuvre de l'outil Natura 2000 et avec l'ensemble du comité de pilotage, nous avons fait le choix de ne pas prévoir, à ce stade, de Mesures Agro Environnementales territorialisées (MAEt) sur le site des marais du Bec d'Ambès et de repousser leur définition lors de la phase d'animation du DOCOB.

Le retour d'expérience démontre en effet que la définition de ce type de mesures n'est efficace que si les MAEt sont personnalisées par exploitation agricole. Par soucis d'efficacité, nous laissons donc le soin au futur animateur du site de se rapprocher des exploitants agricoles et d'envisager avec eux la potentialité ou non d'engagement contractuel au titre de Natura 2000 par le biais de l'outil MAEt et dans l'affirmative, de monter les actions en concertation étroite avec ces derniers.

Pour rappel sur le site, les zones agricoles du périmètre Natura 2000 sont composées :

- de prairies fauchées ou pâturées par des bovins et équins
- des grandes cultures (céréales)

- de quelques parcelles de vigne
- d'une parcelle en verger.

Notons la particularité de statut des prairies de la Palue de Sabarèges, déclarées et enregistrées comme surfaces en gel au titre de la PAC. Elles sont entretenues par girobroyage dans le cadre d'un maintien des bonnes conditions agronomiques, puisqu'il n'est pas possible de faucher les surfaces déclarées en gel.

Dans ce cadre, ces prairies sont susceptibles d'être mises en culture.

L'animateur devra donc vérifier que des engagements applicables aux surfaces prairiales sont réalisables sur cette zone.

Nous exposons ici les principes généraux et les pistes d'actions (non exhaustives) qui pourront être suivies dans le cadre de l'élaboration des MAEt avant d'indiquer une pré-sélection d'engagements unitaires applicables par type de surface.

1. Pour les prairies (pâturées ou fauchées) : l'enjeu principal est de conserver/restaurer le cas échéant les milieux ouverts et d'améliorer l'intérêt écologique des prairies.

➤ Type d'actions possibles :

- Réouverture et mise en prairie de parcelles enfrichées
- Gestion extensive des prairies de fauche (retard de fauche)
- Gestion extensive des prairies pâturées (baisse de la pression de pâturage).

Concernant les dates à retenir pour fixer les retards de fauche, les cahiers des charges des engagements concernés ne fixent pas de date précise.

Ce sera à l'animateur de fixer une date en concertation avec les exploitants potentiellement intéressés par la mesure.

Il est souvent évoqué dans les DOCOB le 15/06 comme date avant laquelle il n'est pas possible de faucher (dans le cadre d'une MAEt retard de fauche). Sur les prairies fréquentées par le cuivré des marais, il est même préconisé de privilégier une date de fauche après le 15 août à une hauteur supérieure à 10 cm (Deschamps, 2010).

La date du 15/06 est apparue tardive dans les groupes de travail : les agriculteurs nourrissant leurs bêtes au foin ont en effet besoin d'un foin jeune, synonyme de foin de qualité.

En fonction des dates moyennes de fauche réalisées sur le site, il sera possible de fixer une date plus précoce que le 15 juin (ou plus tardive le cas échéant), l'intérêt de la MAEt étant d'améliorer les pratiques pour la biodiversité et en particulier pour les espèces et habitats d'intérêt communautaire.

La date du 15 juin ou une date plus tardive peuvent en revanche être plus facilement retenues pour des parcelles dont la finalité n'est pas de récolter du foin en vue de l'alimentation du bétail.

Il s'agira donc d'être pragmatique sur la question.

▪ *Exemple de MAEt résumée présentée au groupe thématique sur les mesures agricoles du 21/06 (Source Chambre d'agriculture de la Gironde ; DOCOB réseau hydrographique de l'Engranne)*

AQ_NENG_MH1	Ouverture et entretien de prairies embroussaillées	353 €/ha/an
OUVERT01		
pour les prairies en déprise, avec taux de recouvrement des ligneux > 10 %		
Faire établir un programme de travaux par le Syndicat (ou structure agréée)		
Absence de tout traitement phytosanitaire		
Maîtrise des ligneux et autres espèces végétales (ronces...) sous un taux de recouvrement < 5 %		
Réalisation des travaux entre le 15 juin et le 15 février (selon programme établi)		
Enregistrement des interventions mécaniques		
Interdiction totale de fertilisation des parcelles engagées		

2. Pour les grandes cultures : l'enjeu principal est d'agir en faveur d'une réduction des pollutions diffuses et d'augmenter les zones de maillage écologique

➤ Type d'actions possibles :

- Réduction de l'utilisation des phytosanitaires et de la fertilisation azotée
- Positionner de manière pertinente un couvert en gel amélioré (10 m de large au minimum)

▪ Exemple de MAEt résumée présentée au groupe thématique sur les mesures agricoles du 21/06
(Source Chambre d'agriculture de la Gironde ; DOCOB réseau hydrographique de l'Engranne)

AQ_NENG_HE1	Conversion de terres arables en prairies	369 €/ha/an
COUVER06 + SodeH01 + HERBE_03		
Réalisation d'un diagnostic d'exploitation avant engagement (localisation des parcelles / eau)		
Respect des couverts autorisés --> cf. arrêté BCAE		
Absence de tout traitement phytosanitaire		
Absence totale de fertilisation		
Absence d'apports de chaux		
Absence de retournement des prairies créées		
Ecobuage et brûlis interdits		
recommandation : conserver les repousses pour avoir couvert > 7 cm de haut à l'automne		

Précision : Cette mesure peut être appliquée sur des parties de parcelles (bordures de parcelles notamment, élargissement de bandes enherbées existantes, ...)

3. Pour les vignes (comme pour les vergers): l'enjeu principal est d'agir en faveur d'une réduction des pollutions diffuses.

➤ Type d'actions possibles :

- Réduction des traitements
- Couverture des rangs

Pour tout type de surfaces agricoles : les enjeux principaux sont d'améliorer la qualité environnementale des parcelles

➤ Type d'actions possibles :

- Gestion adaptée des haies et des fossés
- ...

- Tableau détaillant les engagements unitaires par nature, type de surfaces et indiquant les financements associés (engagements unitaires existants actuellement et liés au programme d'actions 2007-2013).

Code	Intitulé de l'engagement unitaire	Eligibilité aux différents types de couvert				Prix de l'engagement
		Herbe	Grandes cultures	Vignes	Unité	
COUVER01	Implantation de cultures intermédiaires en période de risque en dehors des zones où la couverture des sols est obligatoire	-	oui	-	ha	86€/ha/an
COUVER03	Enherbement sous cultures ligneuses pérennes (arboriculture, viticulture, pépinières) PS : <i>Quand ce n'est pas déjà le cas</i>	-	-	oui	ha	148€/ha/an
COUVER04	Couverture des inter-rangs de vigne par épandage d'écorces	-	-	oui	ha	123€/ha/an
COUVER05	Création et entretien d'un maillage de zones de régulation écologique	-	oui	oui	ha	369€/ha/an céréale 450 €/ha/an vigne
COUVER06	Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées)	-	oui	oui	ha	128€/ha/an céréale 450 €/ha/an vigne
COUVER07	Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique ou faunistique, ne pouvant pas être déclaré au titre du gel	-	oui	oui	ha	444€/ha/an céréale 450 €/ha/an vigne
COUVER08	Amélioration d'un couvert déclaré au titre du gel	-	oui	oui	ha	117€/ha/an
FERTI_01	<i>Limitation de la fertilisation totale et minérale azotée sur grandes cultures et cultures légumières</i>	-	oui	-	ha	137€/ha/an
SOCLEH01	Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe	oui	-	-	ha	76€/ha/an
HERBE_01	Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâturage	oui	-	-	-	17€/ha/an
HERBE_02	Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables	oui	-	-	-	119€/ha/an
HERBE_03	Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables	oui	-	-	-	135/ha/an
HERBE_04	Ajustement de la pression de pâturage sur certaines périodes (chargement à la parcelle)	oui	-	-	-	33€/ha/an
HERBE_05	Retard de pâturage sur prairies et habitats remarquables	oui	-	-	-	94€/ha/an
HERBE_06	Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables	oui	-	-	-	179€/ha/an
HERBE_07	Maintien de la richesse floristique d'une prairie naturelle	oui	-	-	-	89€/ha/an
HERBE_08	Entretien des prairies remarquables par fauche à pied	oui	-	-	-	116€/ha/an
HERBE_09	Gestion pastorale	oui	-	-	-	53€/ha/an
HERBE_11	Absence de pâturage et de fauche en période hivernale sur prairies et habitats remarquables humides	oui	-	-	-	32€/ha/an
IRRIG_02	<i>Limitation de l'irrigation sur grandes cultures et cultures légumières</i>	-	oui	-	-	253€/ha/an

IRRIG_03	Maintien de l'irrigation gravitaire traditionnelle	oui	oui	non	ha	99€/ha/an prairies permanentes 50€/ha/an autres cultures
LINEA_01	Entretien de haies localisées de manière pertinente	-	-	-	ml	0,86€/ml/an
LINEA_02	Entretien d'arbres isolés ou en alignement	-	-	-	u	17€/ha/an
LINEA_03	Entretien de ripisylves	-	-	-	ml	1,46€/ml/an
LINEA_04	Entretien de bosquets	-	-	-	ha	320€/ha/an
LINEA_05	Entretien mécanique de talus enherbés	-	-	-	ml	0,10€/ml/an
LINEA_06	Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais, et des béalières	-	-	-	ml	2,84€/ml/an
LINEA_07	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	-	-	-	u	135€/mare/an
MILIEU01	Mise en défens temporaire de milieux remarquables	oui	-	-	ha	40,57/ha/an
MILIEU02	Remise en état des surfaces prairiales après inondation dans les zones d'expansion des crues	oui	-	-	ha	33€/ha/an
MILIEU04	Exploitation des roselières favorables à la biodiversité	-	-	-	ha	198€/ha/an
OUVERT01	Ouverture d'un milieu en déprise	oui	-	-	ha	219€/ha/an
OUVERT02	Maintien de l'ouverture par élimination mécanique ou manuelle des rejets ligneux et autres végétaux indésirables	oui	-	-	ha	88€/ha/an
PHYTO_01	Bilan annuel de la stratégie de protection des cultures	-	oui	oui	ha	11€/ha/an céréale 60€/ha/an vigne
PHYTO_02	Absence de traitement herbicide	-	oui	oui	ha	113€/ha/an céréale 184€/ha/an vigne
PHYTO_03	Absence de traitement phytosanitaire de synthèse	-	oui	oui	ha	196€/ha/an céréale 341€/ha/an vigne
PHYTO_04	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements herbicides	-	oui	oui	ha	60€/ha/an céréale 92€/ha/an vigne
PHYTO_05	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires hors herbicides	-	oui	oui	ha	90€/ha/an céréale 157€/ha/an vigne
PHYTO_06	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires hors herbicides sur grandes cultures avec une part importante de maïs, tournesol et prairies temporaires	-	oui	-	ha	52€/ha/an
PHYTO_07	Mise en place de la lutte biologique	-	oui	oui	ha	64€/ha/an céréale 79€/ha/an vigne
CI1	Formation sur la protection intégrée					90€/an
CI2	Formation sur le raisonnement des pratiques phytosanitaires					90€/an
CI3	Formation sur le raisonnement de la fertilisation					90€/an
CI4	Diagnostic d'exploitation					96€/an

L'animateur devra veiller dans la définition de certaines MAEt (LINEA et MILIEU en particulier) au respect de dates d'intervention compatibles avec la sauvegarde des espèces d'intérêt communautaire et notamment du Vison d'Europe

3.2 LES CONTRATS NON AGRICOLES NON FORESTIERS

3.2.1 Actions de restauration, de gestion et d'entretien

3.2.1.1 Actions liées à la gestion de l'eau

Cette thématique de gestion de l'eau paraît essentielle sur le territoire des marais du Bec d'Ambès pour le maintien et la restauration des habitats hygrophiles et des espèces affiliées.

En matière de gestion de l'eau, la circulaire de gestion des sites Natura 2000 rappelle que la priorité sera donnée aux actions collectives et aux financements prévus par l'Agence de l'eau et le Conseil général et non aux contrats Natura 2000, les contrats Natura 2000 ne devant intervenir qu'en l'absence de prise en compte par une autre politique.

Pour rappel, cinq actions ont été définies dans le cadre de la gestion de l'eau dont deux susceptibles de faire l'objet d'un contrat Natura 2000. Elles sont rappelées dans le tableau ci-dessous.

Code action	Libellé	Outils de mise en oeuvre	
		Hypothèse 1 : Mise en œuvre de l'action (transversale) GE1.1	Hypothèse 2 : Non mise en œuvre de l'action GE1.1
GE1.1	Réalisation de plans de gestion des marais	Politique de l'eau dans le cadre du plan de gestion établi Charte Natura 2000	-
GE1.2	Gestion douce des jalles, fossés et de leurs abords		Charte Natura 2000
GE1.3	Gestion écologique des niveaux d'eau dans les marais		Politique de l'eau Charte Natura 2000
GE2.1	Gestion douce des mares et de leurs abords		Contrat Natura 2000 Charte Natura 2000
GE2.2	Restauration de la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques favorable aux habitats et espèces d'intérêt communautaire	Politique de l'eau dans le cadre du plan de gestion établi	Contrat Natura 2000

L'action GE1.1 « Réalisation de plans de gestion des marais » pourrait globaliser l'ensemble des actions liées à la gestion de l'eau et aurait pour avantage de planifier à moyen terme les interventions en fonction des différents enjeux. Elle sera étudiée dans la partie 3.4 Actions hors contrats.

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre de cette action GE1.1, les acteurs participant à la gestion de l'eau seraient associés dans un cadre de réflexion et d'actions commun. Et ce dans le respect du SAGE estuaire et milieux associés qui entrera prochainement en vigueur.

Les actions GE1.2 à GE2.2 relèveraient alors de la mise en œuvre du plan de gestion et des financements spécifiques à la politique de l'eau (Agence de l'Eau, Conseil Général service CATERZH, Conseil Régional, Europe étant les financeurs potentiels). Une action Natura 2000 n'aurait en principe pas à être engagée. Cela d'autant plus que, comme mentionné dans le tableau, seules les actions GE2.1 et GE2.2 sont susceptibles d'être financées par un contrat Natura 2000.

Les cinq actions peuvent relever de financements liés à la politique de l'eau.

Nous étudierons dans cette partie uniquement les actions GE2.1 et GE2.2 susceptibles de faire l'objet d'un contrat Natura 2000.

Gestion douce des mares et de leurs abords	GE2.1
	Contrat Natura 2000

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000 (action A32309R entretien de mares ou d'étangs) sous conditions :
la mare ne doit pas être en communication avec un ruisseau et d'une taille inférieure à 1000 m².

A défaut :

Charte Natura 2000

Ou politique de l'eau (hors cadre Natura 2000) dans le cadre de la mise en œuvre de l'action GE1.1 (réalisation de plans de gestion des marais)

Remarque : L'animateur du site devra juger de la nécessité ou non d'engager un contrat Natura 2000 pour cette action en fonction de l'état écologique de la mare (diagnostic sur place). Un entretien courant d'une mare en bon état pouvant simplement être mise en œuvre dans le cadre de la charte Natura 2000. C'est pour cette raison que l'action est classée en priorité 2.

Objectifs stratégiques

- O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants
- Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats et des espèces
- Maintenir le fonctionnement hydrologique des marais respectant le cycle naturel de l'eau
- Réaliser un entretien raisonné des jalles, fossés et plans d'eau
- Améliorer la qualité de l'eau
- Améliorer les capacités d'accueil de la faune piscicole
- Lutter contre les espèces concurrentes invasives
- Encourager la réalisation des opérations d'entretien en période non perturbante.

Habitats et espèces concernées

- Eaux stagnantes à végétation vivace oligotrophique planitiaire à collinéenne des régions atlantiques, des *Littorelletea uniflorae* (3110-1)
- Communautés annuelles oligotrophiques à mésotrophiques, acidiphiles, de niveau topographique moyen, planitiales à montagnardes, des *Isoeto-Juncetea* (3130-5)
- *Mégaphorbiaies* mésotrophes collinéennes (6430-1)
- *Mégaphorbiaies* eutrophes des eaux douces (6430-4)
- Cuivré des marais (1060)
- Cistude d'Europe (1220)
- Loutre d'Europe (1355)
- Vison d'Europe (1356)
- Faune piscicole

Justification de l'action

Les mares, temporaires ou permanentes, et en particulier sur le site les mares de tonne, sont un des principaux éléments constitutifs du paysage des marais du Bec d'Ambès. Elles génèrent un impact favorable sur la biodiversité (oiseaux, batraciens, insectes, mammifères, ...) de par la création d'une zone humide dont le degré d'hydromorphie reste marqué en période printanière. Lorsqu'elles sont en eau, leurs abords constituent un espace à l'interface entre les milieux aquatiques et terrestres.

En outre, elles engendrent la présence d'habitats d'intérêt communautaire temporaires (Eaux stagnantes à végétation vivace oligotrophique planitiaire à collinéenne des régions atlantiques, des Littorelletea uniflorae (3110-1) et Communautés annuelles oligotrophiques à mésotrophiques, acidiphiles, de niveau topographique moyen, planitiales à montagnardes, des Isoeto-Juncetea (3130-5)).

Elles constituent également une importante réserve d'eau douce.

Afin d'optimiser leur intérêt pour la biodiversité, des principes de gestion peuvent être proposés pour leur entretien.

Surface/linéaire d'application de l'action

Les mares (mares de tonne pour la plupart, utilisés ou non) du site : évalués à environ 75 pour environ 74 ha.

Description de l'action

Il s'agit d'encourager la réalisation d'actions de conservation, d'entretien, et de restauration selon les modalités d'intervention suivantes :

Engagements non rémunérés :

- Période d'intervention du mois **de juillet au mois de février** (hors période de reproduction de la faune)
- Laisser la mare se vider naturellement après la période de chasse et favoriser ainsi le développement de la biodiversité
- Pas d'utilisation de produits phytosanitaires
- Ne pas entreposer de sel à proximité de la mare
- Interdiction d'utilisation de procédés chimiques en cas de lutte contre les nuisibles
- Entretien courant de la végétation en place, pas de défrichage ou de plantation sauf avis de la structure animatrice
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (travaux réalisés par le bénéficiaire).

Dans le cadre des périodes autorisées, l'animateur devra convenir en concertation avec le contractant, en fonction du diagnostic parcellaire réalisé, de la période de travaux la plus propice.

Engagements rémunérés :

- Débroussaillage d'entretien et dégagement des abords
- Faucardage de la végétation aquatique
- Entretien nécessaire au bon fonctionnement de la mare (notamment désenvasement et gestion des produits de curage, reprofilage des berges en pente douce)
- Exportation des végétaux
- Enlèvement des macro-déchets
- Etudes et frais d'expert
- Toute autre action concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) ;
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges avec l'état de la mare ;
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayants-droits (syndicat des marais, association des Sauvaginiers des Marais de Montferrand, chasseurs notamment)

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

- Bilan annuel (ou pluriannuel) du nombre de mare engagées sous contrat ou sous charte
- Relevés floristiques avant et après travaux

- Relevés faunistiques annuels (odonates, lépidoptères, cistude et indices de présence mammifères).

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Fédération des Chasseurs, Association des Sauvaginiers des Marais de Montferrand, CBNSA

Objectif de contractualisation à 5 ans

10 % des mares existantes (évaluées à 75), soit 8 mares.

Plan de financement

Montant unitaire retenu :

Le prix varie selon la surface de la mare et la nature des travaux à engager.

L'action A32309R est éligible à un financement sur barème (évitant au bénéficiaire de justifier des dépenses engagées) dont le montant a été calculé sur les hypothèses suivantes³ :

Surface (m ²)	<200		200<s<1000		>1000	
Montant (€/mare/intervention)	132		250		365	
Opérations	Temps (h)	Coût (€)	Temps (h)	Coût (€)	Temps (h)	Coût (€)
Débroussaillage d'entretien	4	66,16	6	99,24	9	148,86
Exportation	2	33,08	4	66,16	6	99,24
Faucardage	2	33,08	5	82,7	7	115,78

Surface (m ²)	Montant unitaire (€/ha/intervention)	Modalités du calcul
Curage léger d'entretien Mare<200m ²	350	Montant retenu dans un DOCOB
Curage léger d'entretien 200m ² <S<1000m ²	600	1,2€/m ² *500 m ²

Pour plus de lisibilité, afin de retenir un montant unitaire moyen d'action à intégrer dans le plan de financement du DOCOB, nous retiendrons l'hypothèse d'actions la plus pénalisante en année 1 du contrat :

- Débroussaillage, exportation, faucardage sur plus de 1000 m² (la mare et ses abords immédiats) : 365 €
- Curage léger d'entretien (200 m²<S<1000 m²) : 600 €
- Soit un coût total de **965 €/intervention (année 1)**

Puis un entretien annuel durant les années 2 à 5 sans curage :

- Débroussaillage, exportation, faucardage sur plus de 1000 m² (la mare et ses abords immédiats) : **365 €/an**
- Soit 365€ x 4=1460 € pour les années 2 à 5
- **Soit un coût total (maximal) de l'action sur 5 ans évalué à 2 425 €/mare**

Montant total retenu :

2425€ X 8 = **19 400 €**

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

³ Les montants retenus pour l'action sont ceux affichés dans l'annexe 2 de l'arrêté du préfet de Gironde du 4 mai 2012 modifié le 4 juillet 2012 relatif à la contractualisation optionnelle sur barème dans le cadre de contrats Natura 2000 ni agricole ni forestier. Le financement sur barème reste optionnel, un financement sur facture restant possible au choix du contractant.

Restauration de la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques favorable aux habitats et espèces d'intérêt communautaire	GE2.2
	Contrat Natura 2000

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000 (en cas de non établissement d'un plan de gestion, dans quel cas le programme de travaux peut être financé par les outils de la politique de l'eau ; cf. action GE1.1)

Il est en outre rappelé qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développés à cette fin par les agences de l'eau et les collectivités territoriales.

Actions A32314R et A32314P (restauration et gestion des ouvrages de petite hydraulique)

Actions A32312P et R (curages locaux des canaux et fossés dans les zones humides)

(Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012)

PS : Il est rappelé que toute intervention en zone humide (temporaire ou permanent) peut être soumise à déclaration ou autorisation (en fonction de la nature des travaux), en application des articles L211-1 à L214-1 et suivants du Code de l'Environnement. Il est conseillé de se rapprocher du Service police de l'eau de la DDTM Gironde.

Cette action, partiellement recoupée par l'action précédente GE2.1, s'adresse aux propriétaires et gestionnaires de zones humides (chasseurs de gibier d'eau, Syndicat des marais, ...) et concerne la restauration et les modes de gestion des ouvrages de petite hydraulique (fossés, seuils, batardeaux, ...) qui permettent de maintenir le fonctionnement hydraulique des zones humides et les habitats naturels ou d'espèces qu'elles abritent.

L'action devra être menée en cohérence avec la réflexion engagée dans le cadre du PAPI d'intention sur la fonction hydraulique des ouvrages.

Objectifs stratégiques

O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Restaurer les habitats abandonnés
- Réaliser un entretien raisonné des jalles, fossés et plans d'eau
- Améliorer la qualité de l'eau
- Améliorer les capacités d'accueil de la faune piscicole

Habitats et espèces concernées

- Eaux stagnantes à végétation vivace oligotrophique planitiaire à collinéenne des régions atlantiques, des *Littorelletea uniflorae* (3110-1)
- *Mégaphorbiaies* mésotrophes collinéennes (6430-1)
- *Mégaphorbiaies* eutrophes des eaux douces (6430-4)
- *Saulaies arborescentes* à Saule blanc (91E0-1)

- *Aulnaies-frênaies* à *Laïche* espacée des petits ruisseaux (91E0-8)
- Cuivré des marais (1060)
- Cistude d'Europe (1220)
- Loutre d'Europe (1355)
- Vison d'Europe (1356)
- Faune piscicole

Justification de l'action

La gestion hydraulique conditionne à la fois le bon état écologique des habitats humides et le bon déroulement des cycles de vie de nombreuses espèces d'intérêt communautaire, et d'autres espèces patrimoniales (Anguille, Brochet, ...). Le maintien de niveaux d'eau pendant la saison estivale est notamment important pour le Vison d'Europe et la loutre.

Si dans certains cas, l'adaptation ou le maintien de la gestion hydraulique favorable est possible avec les ouvrages existants, dans d'autres cas, cette dernière est conditionnée par la réparation ou le remplacement des ouvrages existants défectueux (vannes, pelles, batardeaux...), et par la restauration des fossés existants, atterris et aux berges instables, notamment sur les réseaux secondaire et tertiaire des marais.

La défectuosité de certains ouvrages est ressortie des discussions des groupes thématiques.

L'absence d'entretien ou des travaux d'aménagement (remblais, drainage, ...) peuvent provoquer la déconnexion de zones humides du réseau hydrographique et les isoler sur le plan hydraulique, ce qui se traduit par la dégradation ou la disparition de la zone humide en l'absence ou en cas d'insuffisance de remontée de la nappe (fermeture du milieu, substitution d'un habitat hygrophile à un habitat mésophile). Or, les zones humides ou zones de marais sont les habitats préférentiels de la majorité des espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site.

Il peut s'agir d'un habitat ponctuel tel qu'une mare ou d'un habitat plus étendu (boisement inondable, roselière, ...).

L'action GE2.2 va donc au-delà de l'action GE1.2 (gestion douce des jalles, fossés et de leurs abords) en ce qu'elle se justifie par des investissements.

La mise en oeuvre de cette action peut être réalisée dans le cadre de l'action GE1.1 (« Réalisation de plans de gestion des marais ») qui doit notamment permettre de préciser s'il est nécessaire de réparer, voire reconstruire les ouvrages hydrauliques en place, et qui ne sont plus opérationnels, et quels sont les fossés à restaurer. Dans ce cas, elle bénéficierait des financements de la politique de l'eau liés à la mise en oeuvre du plan de gestion.

Dans le cas inverse, un contrat Natura 2000 peut être contractualisé.

Surface/linéaire d'application de l'action

Nous n'avons pas identifié de secteur où cette action serait à engager prioritairement.

L'ensemble des zones humides constituant le site Natura 2000 est concerné, soit environ 2550 ha si on exclut les zones en eau (gravières).

Tous les linéaires de fossés situés en zone humide (essentiellement en prairie humide) situés hors parcelles intégrées à la SAU.

Les linéaires concernés n'ont pas fait l'objet de métrages précis dans le cadre du diagnostic du DOCOB.

Seul le diagnostic préalable à la parcelle pourra venir préciser l'opportunité de mettre en oeuvre cette action.

Description de l'action

L'action vise des investissements pour la création, la restauration ou la modification des fossés, d'ouvrages de contrôle des niveaux d'eau, l'enlèvement de drains. L'opération doit servir à restaurer des niveaux d'eau dans les zones humides favorables aux habitats et espèces d'intérêt communautaire (par exemple : réinonder une zone humide déconnectée par comblement de fossé ou drainage).

Elle vise à restaurer les fossés non fonctionnels afin de favoriser une meilleure répartition de l'eau sur le site sans assécher les zones humides et aménager si besoin des ouvrages de petite hydraulique pour la répartition des eaux.

Un diagnostic devra être mené au cas par cas pour vérifier l'opportunité de mettre en oeuvre l'action, celle-ci visant à améliorer les potentialités écologiques et hydrauliques du site et non pas les dégrader (drainage de zone humide par exemple).

Engagements non rémunérés

- Respect de la période de travaux entre **le 1er août et le 15 février**.

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire).

- Le curage doit viser le maintien de berges avec une pente de moins de 60 %
- Curage mécanique doux des fossés, de type « vieux fonds – vieux bords » (sans recalibrage et approfondissement du fossé initial)
- Sur les secteurs susceptibles d'être fréquentés par le Vison d'Europe, s'assurer que les précautions sont prises pour éviter toute mortalité par les engins mécaniques

Dans le cadre de la période autorisée, l'animateur devra convenir en concertation avec le contractant, en fonction du diagnostic parcellaire réalisé, de la période de travaux la plus propice.

Engagements rémunérés

- Expertises préalables des secteurs à reconnecter
- Travaux de restauration : travaux de terrassement (surcreusement tout le long de l'annexe ou à la jonction lit mineur / annexe), le cas échéant surélévation du lit mineur, création d'un chenal d'écroulement préférentiel à l'intérieur de l'annexe, plantations enherbement pour éviter la prolifération d'espèces végétales rudérales,
- Gestion des produits de curage (ces produits seront préférentiellement maintenus dans le champ naturel de crue de façon à permettre une remobilisation éventuelle par le cours d'eau et ainsi participer au bon fonctionnement hydromorphologique de la rivière)
- Enlèvement raisonné des embâcles
- Ouverture des milieux : coupe de bois, bûcheronnage, débroussaillage et dégagement des abords
- Enlèvement manuel des végétaux ligneux (interdiction de traitement chimique), exportation des végétaux ligneux et des déblais
- Installation d'ouvrage de gestion des niveaux d'eau dans l'annexe restaurée
- Etudes et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Actuels maîtres d'ouvrages intervenant dans la gestion hydrauliques de marais : Syndicat des Marais, ASA des Dessécheurs, Syndicat de Gereyme, SPIPA. Ou propriétaires privés

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Surfaces traitées par rapport à la surface engagée
Suivi des habitats naturels en présence
Suivi des périodes d'inondation de la zone humide

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, SMIDDEST (animateur SAGE), Conseil Général de la Gironde Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières et zones humides (CATERZH), Agence de l'Eau Adour-Garonne, Service police de l'eau de la DDTM Gironde, ONEMA, Fédération de pêche de la Gironde, Fédération départementale des chasseurs de la Gironde.

Objectif de contractualisation à 5 ans

Aucun secteur n'ayant été identifié pour accueillir la mesure (ce qui ne signifie pas qu'il n'existe pas de secteurs favorables), l'objectif au bout des 5 ans est la restauration par reconnexion au réseau hydraulique d'une zone humide de 10 ha (surface arbitraire pour base de calcul).

Plan de financement

Budget prévisionnel :

Les actions A32312P et R (entretien) sont éligibles à un financement sur barème (évitant au bénéficiaire de justifier des dépenses engagées), mais l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral relatif à la contractualisation sur barème ne mentionne pas les barèmes retenus.

Le prix varie selon le linéaire, le nombre et la surface des annexes à restaurer. Les travaux menés pouvant être de nature très diverses, le montant pour restaurer l'annexe hydraulique est donc forcément très variable. Le coût d'étude peut également être très variable.

- Travaux de girobroyage avec exportation des produits de coupe : 450 € HT/ ha
- Pose ou restauration d'un ouvrage de petite hydraulique : 5 000€ / ouvrage
- Restauration et entretien de fossés : 3 € HT/ml

Montant unitaire retenu :

Année 1 :

Restauration de la zone humide (10ha) incluant :

- Travaux de girobroyage (avec export des matières) : 450€ HT X 10ha = 4500 € HT
- Réouverture d'annexes hydrauliques (fossés) sur 250 ml : 3 € HT/ml = 750 € HT
- Implantation / restauration d'un ouvrage de petite hydraulique : 5 000 € HT
- Terrassement éventuel complémentaire pour assurer la connexion hydraulique (y compris amenée du matériel) sur une base de volume de déblai de 200 m³ : 5 000 € HT

Total année 1 = **15 250€ HT**

Années 3 et 5 (2 interventions) :

Entretien de la zone humide

- par gyrobroyage, fauche ou faucardage (hors boisement alluvial) avec exportation des matériaux (450 €/ha/intervention) = 10 ha X 450 € X 2 = **9 000 € HT**

➤ **Montant unitaire de l'action= 24 250 € HT (équivalent au montant total de la mesure)**

Etudes et frais d'expert : A évaluer au cas par cas

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

3.2.1.2 Actions liées à la gestion des habitats boisés

Les enjeux forestiers sont relativement faibles sur le site des marais du Bec d'Ambès. La dynamique forestière est plutôt à l'accroissement sur les zones agricoles en déprise.

Si les contrats Natura 2000 forestiers ne paraissent pas pouvoir être engagés sur le site, la conservation des boisements naturels existants (haies, bosquets, forêts) et la restauration de haies dégradées sont deux actions qui pourront permettre le maintien de l'état des boisements, voire l'amélioration de l'état des habitats boisés.

Deux actions liées à la gestion des habitats boisés ont donc été définies dont une susceptible de faire l'objet d'un contrat Natura 2000.

Réhabilitation et entretien des haies dégradées	GE2.3 Contrat Natura 2000
--	--

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32306P (réhabilitation ou plantation d'alignements de haies, d'alignements d'arbres, d'arbres isolés, de vergers ou de bosquets) et A32306R (chantier d'entretien de haies, d'alignements de haies, d'alignements d'arbres, d'arbres isolés, de vergers ou de bosquets)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Objectifs stratégiques

- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Restaurer les habitats abandonnés
- Améliorer la qualité de l'eau

Habitats et espèces concernées

- | | |
|--|-------------------------|
| - <i>Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes</i> (6430-1) | - Vison d'Europe (1356) |
| - <i>Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces</i> (6430-4) | - <i>Chiroptères</i> |
| - Cuivré des marais (1060) | - <i>Insectes</i> |
| - Loutre d'Europe (1355) | - <i>Oiseaux</i> |

Justification de l'action

Les haies, alignements d'arbres ou bosquets :

- contribuent au maintien des habitats de lisière favorables à la circulation des espèces et au développement d'habitats d'intérêt communautaire (habitat 6430 mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin décliné en 6430-1 et 6430-4)
- permettent le maintien de corridors boisés utiles pour plusieurs espèces de la directive habitats recensés ou supposés sur le site (chiroptères notamment : zones de chasse et de déplacements) ;
- constituent des habitats pour certaines espèces des directives dont plusieurs espèces d'insectes ;
- contribuent au maintien de plusieurs habitats en participant à la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et à la lutte contre l'érosion.

Surface/linéaire d'application de l'action

Les linéaires de haies à engager dans la mesure n'ont pas fait l'objet de métrages précis.

Description de l'action

L'action se propose de mettre en œuvre des opérations de **réhabilitation ou/et de plantation de haies suivies d'entretien** en faveur des espèces d'intérêt communautaire que ces éléments fixes du paysage accueillent.

L'action doit porter sur des éléments déjà existants.

Dans le cadre d'un schéma de gestion sur cinq ans, cette action permet de planter ou réhabiliter une haie dégradée et d'assurer son entretien minimaliste en vue de son bon développement (lutte contre les ronciers pouvant étouffer la haie par exemple). Il ne s'agira pas d'un entretien systématique de la haie et du pied de haie, les parcelles auxquelles s'applique cette mesure, non exploitées par l'agriculture, ne le nécessitant pas. Le développement de la strate herbacée autour de la haie étant en outre favorable à la biodiversité.

L'association Arbre et Paysage de Gironde prévoit une intervention sur 3 ans (conseil, choix des essences, livraison des plants, suivi, entretien, remplacement des plants dépéris)

Nous prévoyons dans cette action un principe de plantation de haies doubles (plants en quinquonce), mais avec possibilité de ne prévoir qu'une haie simple en fonction des contraintes de terrain.

Engagements non rémunérés

- Intervention **entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} mars, de préférence entre décembre et février**
- Interdiction du paillage plastique : plantation sous paillis végétal ou biodégradable
- Utilisation de matériel faisant des coupes nettes : tronçonneuse, lamier-scie, débroussailleuse (pour le pied de haie)
- Pas de fertilisation minérale et organique
- Utilisation d'essences indigènes : elles sont composées de différentes strates végétales et d'essences locales de périodes de floraison et de fructification décalées dans le temps. Une liste d'essences, non exhaustive, peut être donnée à titre indicatif :

Arbres de haut jet	
Chêne pédonculé	<i>Quercus robur</i>
Frêne	<i>Fraxinus excelsior</i>
Erable champêtre	<i>Acer campestre</i>
Charme	<i>Carpinus betulus</i>
Merisier	<i>Prunus avium</i>
Alisier	<i>Sorbus torminalis</i>
Saule blanc	<i>Salix alba</i>

Arbustes	
Saules roux / des vanniers	<i>Salix atrocinerea</i> , <i>viminalis</i>
Prunelier	<i>Prunus spinosa</i>
Cornouiller	<i>Cornus sanguinea</i>
Noisetier	<i>Corylus avellana</i>
Aubépine	<i>Crataegus monogyna</i>
Sureau	<i>Sambucus nigra</i>

- Interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles),
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire).
- Plantations selon les modalités suivantes :
Pour les haies doubles : 1 plant/1,5 m en quinconce
Pour les haies simples : 1 plant/m
- Conservation d'arbres morts.

Dans le cadre des périodes autorisées, l'animateur devra convenir en concertation avec le contractant, en fonction du diagnostic parcellaire réalisé, de la période de travaux la plus propice.

Engagements rémunérés

- Taille de la haie (utilisation de matériel faisant des coupes nettes : tronçonneuses, lamier-scie)
- Elagage, recépage, étêtage des arbres sains, débroussaillage
- Reconstitution et remplacement des arbres manquants (plantation, dégagements, protections individuelles contre les rongeurs et les cervidés)
- Création des arbres têtards
- Exportation des rémanents et des déchets de coupe (si nécessaire)
- Etudes et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des haies, vergers, bosquets ou arbres
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires et ayant droits

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Linéaire traité

Nombre d'arbres replantés

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du site, Association Arbres et Paysages de Gironde, Fédération départementale des chasseurs de la Gironde, ONCFS, Chambre d'Agriculture de la Gironde.

Objectif de contractualisation à 5 ans

L'objectif a été fixé à 1000 ml à contractualiser au bout de 5 ans (dont au moins 50% de haie de haute tige).

Plan de financement

Budget prévisionnel :

1. Reconstitution de la haie :

2,5 € HT/ml pour la préparation du sol (sous solage, labour, rotavator)

10,50€ HT/plant incluant le conseil, le coût du plant, la mise en place, le paillage, la protection individuelle, l'entretien (taille), le remplacement des plants dépéris et cela sur une période de 3 ans.

Plantation selon les modalités suivantes :

Pour les haies doubles : 1 plant/1,5 m en quinconce

Pour les haies simples : 1 plant/m

Soit 2 plants /m pour une haie double et **21 € HT/ ml**

➤ Montant unitaire total retenu pour la reconstitution de haie : **23,5€ HT/ ml** (une intervention globale pour l'action et ce sur 3 ans).

2. Entretien de haie

Le nombre de tailles à effectuer et leur périodicité sont estimés à 2 interventions en 5 ans.

En fonction du diagnostic de la haie et du suivi de celle-ci par l'animateur du site, d'autres interventions pourront être prévues au moyen de tailles de formation et d'élagage (l'épareuse est exclue). 3 interventions en 5 ans paraissent être un maximum.

Les montants retenus pour l'entretien sont ceux affichés dans l'arrêté préfectoral du 4 mai 2012 modifié le 4 juillet 2012 relatif à la contractualisation optionnelle sur barème dans le cadre de contrats Natura 2000 ni agricole ni forestier.

En effet, l'action A32306R (entretien) est éligible à un financement sur barème (évitant au bénéficiaire de justifier des dépenses engagées) dont le montant a été calculé sur les hypothèses suivantes :

Entretien des haies et alignements d'arbres : **1,3 €/ml/intervention**

- Entretien de la haie : 4h pour 100 ml =>65 €
- Exportation : 2h pour 100 ml =>30 €
- Déplacement : 35 €

Correspond à 130€ pour 100 ml donc 1,3 €/ml.

Opérations d'entretien obligatoires	Coût unitaire (€/ml/intervention)	Variable « r » liée au nombre d'interventions prévu	Coût total d'entretien sur les 5 ans du contrat
Taille de la haie	1,5	2	3,5 €/ml
Nettoyage manuel ou mécanique du pied de haie			
Exportation des produits de coupe			

L'entretien d'arbres isolés est évalué à 18 €/arbre/année d'intervention

Montant unitaire retenu :

23,5 € HT/ml pour la plantation et le suivi (sur 3 ans)

+ 3,5 € HT/ml pour l'entretien avec deux opérations de taille et débroussaillage sur 5 ans

= **27 € HT/ml**

➤ Montant unitaire total retenu pour la mesure (plantation et entretien): **27€ HT/ ml**

Montant total retenu :

➤ Montant total estimé de la mesure sur 5 ans (objectif : 1000 ml engagés) : **27 000 € HT**

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

3.2.1.2 Actions liées à la gestion des habitats naturels et habitats d'espèces non forestiers

Les actions déjà abordées dans le cadre des actions liées à la gestion de l'eau ne seront pas réabordées ici.

Le tableau suivant rappelle les actions de gestion concernées

Code action	Libellé	Outils de mise en oeuvre
GE2.4	Maîtrise foncière à fins conservatoires et de valorisation des espaces d'intérêt	Politique foncière
GE1.5	Entretien des milieux semi-ouverts par girobroyage	Contrat Natura 2000
GE1.6	Entretien des milieux ouverts et semi-ouverts par la fauche	
GE1.7	Entretien des milieux ouverts par la fauche et le pâturage	
GE1.8	Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique	
GE2.5	Restauration des milieux enfrichés abandonnés par débroussaillage	
GE3.1	Chantiers d'élimination ou de limitation d'espèces végétales et animales invasives	

Sur les sept actions prévues par le DOCOB, une seule n'est pas susceptible de faire l'objet d'un contrat Natura 2000, elle sera donc étudiée en partie 3.4 dans les actions hors contrat.

Entretien des milieux semi-ouverts par girobroyage	GE1.5 Contrat Natura 2000
---	--

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32305R (chantier d'entretien des milieux ouverts par girobroyage ou débroussaillage léger)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Objectifs stratégiques

O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants
- Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats et des espèces

Habitats et espèces concernées

- | | |
|---|----------------------------|
| - <i>Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes</i> (6430-1) | - Cuivré des marais (1060) |
| - <i>Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces</i> (6430-4) | - Loutre d'Europe (1355) |
| - <i>Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)</i> (6410) | - Vison d'Europe (1356) |
| | - <i>Chiroptères</i> |

Justification de l'action

L'enfrichement des prairies lié à la déprise agricole engendre la fermeture du milieu et la perte de biodiversité. Un des principaux enjeux sur le site des marais du Bec d'Ambès relève du maintien des milieux ouverts prairiaux notamment en tant :

- qu'habitats d'intérêt communautaire pour certains (mégaphorbiaies, Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux).

Les mégaphorbiaies en particulier correspondent à l'évolution spontanée de prairies hygrophiles qui ne bénéficient plus d'un entretien régulier. Ces friches humides correspondent à un stade intermédiaire d'une dynamique végétale qui les conduirait vers le boisement de frênes. Leur présence localement n'est donc pas pérenne mais il s'avère intéressant de conserver à l'échelle du site une proportion de ces milieux d'une grande richesse sur le plan de la flore et de la faune.

- qu'habitats préférentiels d'espèces d'intérêt communautaire (Cuivré des Marais, Vison d'Europe)
- qu'habitats naturels engendrant une grande biodiversité (floristique et faunistique : insectes, oiseaux, reptiles, ...).

La mesure doit permettre le maintien de la diversité des habitats de marais par le maintien de l'ouverture sur les parcelles irrégulièrement entretenues caractérisées par un degré d'enfrichement léger.

En cas de parcelles enfrichées abandonnées à rouvrir, cette action ne pourra être substituée à l'action GE2.5 restauration des milieux enfrichés abandonnés par débroussaillage

Surface/linéaire d'application de l'action

Les fourrés (21,15ha) et phragmitaies (128,5ha) sont éligibles par nature, les fourrés étant par définition des surfaces enrichies et les phragmitaies ayant besoin d'une fauche d'entretien pour maintenir sa dynamique de développement.

Les mégaphorbiaies (402,26ha), en tant que stade d'évolution intermédiaire entre la prairie et le boisement, peuvent également être éligibles à l'action.

Les surfaces de prairies hygrophiles et mésophiles (521 ha) identifiées dans le diagnostic pourraient également faire l'objet de cette action à partir du moment où leur entretien irrégulier nécessiterait une intervention.

Soit un total de 1086 ha éligibles.

Description de l'action

Lorsque l'embroussaillage d'une surface est limité, cette action peut s'appliquer afin de limiter ou contrôler la croissance de certaines tâches arbustives, ou pour réaliser un broyage ou un girobroyage d'entretien sur des zones de refus ou pour certains végétaux particulier (molinie, fougère aigle, ...).

La fréquence d'entretien est à préciser par un diagnostic parcellaire en fonction du type de formations végétales présentes.

Engagements non rémunérés

- Respect de la période de travaux autorisée **entre le 15 août et le 15 février** (en accord avec la période de reproduction de la faune et la portance des sols liée à l'hydromorphie)
- Possibilité de retard de fauche en cas d'engorgement trop prononcé des sols
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Conserver la microtopographie du sol (pérennité des secteurs humides des bas-niveaux),
- Gérer immédiatement les rémanents (broyage ou export) pour éviter l'utilisation pour le Vison d'Europe (sur les parcelles pouvant accueillir l'espèce)
- Ne pas fertiliser : amendements organiques, minéraux (dont calciques) interdits,
- Ne pas drainer ou modifier le fonctionnement hydraulique,
- Ne pas retourner le sol, ne pas mettre en culture,
- Ne pas boiser,
- Ne pas supprimer les haies,
- Ne pas épandre de produits industriels issus d'équarrissage ou de station d'épuration,
- Ne pas pratiquer le brûlage.

Dans le cadre des périodes de travaux autorisées, l'animateur devra convenir en concertation avec le contractant, en fonction du diagnostic parcellaire réalisé, de la période de travaux la plus propice.

Engagements rémunérés

- Tronçonnage et bûcheronnage légers
- Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Lutte contre les accrus forestières, suppression des rejets ligneux
- Débroussaillage, girobroyage, fauche avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits
- Frais de mise en décharge
- Etudes et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayant droits

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Surfaces traitées

Relevés floristiques et faunistiques sur les parcelles engagées

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Chambre d'Agriculture de la Gironde, CBNSA

Objectif de contractualisation à 5 ans

Nous prendrons pour base de calcul les surfaces de fourrés, phragmitaies et mégaphorbiaies pour le calcul de l'objet à l'exclusion des surfaces de prairies (leur éligibilité à l'action signifierait que l'enrichissement gagne du terrain, ce qui va à l'encontre des objectifs affichés dans le DOCOB), soit 530,5 ha.

Nous appliquerons un objectif de contractualisation de 20%, soit 106 ha.

Plan de financement

Budget prévisionnel :

Les montants retenus sont ceux affichés dans l'arrêté préfectoral relatif à la contractualisation optionnelle sur barème. En effet, l'action A32305R est éligible à un financement sur barème (évitant au bénéficiaire de justifier des dépenses engagées) dont le montant a été calculé comme suit :

Opérations	Montants Unitaire (€/ha/intervention)	Modalités du calcul
Tronçonnage	150	Montant retenu dans un DOCOB
Exportation des produits	250	Temps homme estimé à 8h/ha+6h matériel
Broyage	Manuel : 600 Mécanique : 300	Etude de devis
Total	Manuel : 1 000 Mécanique : 700	

- Montant unitaire total retenu pour la mesure (sur la base d'un entretien mécanique) : **700/ha/intervention**
Le calcul de l'action se base sur une hypothèse de 3 interventions en 5 ans (années 1, 3, 5)
- Montant estimé de la mesure sur 5 ans : **2 100 €**
- Montant total de la mesure : 2100 € X 106 ha = **222 600 €**

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

Entretien des milieux ouverts et semi-ouverts par la fauche	GE1.6 Contrat Natura 2000
--	--

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32304R (gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Les agriculteurs ne sont pas éligibles à cette action (ils peuvent s'engager dans une MAEt, ils peuvent en revanche en être prestataires).

Objectifs stratégiques

O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants
- Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats et des espèces

Habitats et espèces concernées

- | | |
|--|---|
| - Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes (6430-1) | - Prairies fauchées thermo-atlantiques méso-hygrophiles du Sud-Ouest (6510-1) |
| - Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (6430-4) | - Prairies humides |
| - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae) (6410) | - Cuivré des marais (1060) |
| | - Loutre d'Europe (1355) |
| | - Vison d'Europe (1356) |
| | - Chiroptères |

Justification de l'action

Le maintien des prairies sur le site, dans un contexte de déprise de l'agriculture traditionnelle d'élevage, est un des grands objectifs affichés du DOCOB, une grande partie de la biodiversité locale étant liée à la présence des milieux prairiaux humides et hygrophiles.

Les prairies et milieux humides de manière générale abritent des habitats d'intérêt communautaire (mégaphorbiaies, Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux, Prairies fauchées thermo-atlantiques méso-hygrophiles du Sud-Ouest) et sont indispensables à la présence de certaines espèces d'intérêt communautaire (Cuivré des Marais notamment).

Les milieux ouverts ont besoin d'être entretenus sans quoi ils s'enrichissent.

La mesure doit permettre le maintien de la diversité des habitats de marais et des habitats plus mésophiles du bourrelet alluvial par le maintien de l'ouverture des milieux.

Surface/linéaire d'application de l'action

Les surfaces de prairies hygrophiles et mésophiles (521 ha) et les mégaphorbiaies (402ha) sont concernées par l'action, soit un total de 949 ha éligibles.

Description de l'action

L'action vise à mettre en place une fauche pour l'entretien des milieux ouverts hors d'une pratique agricole. Cette opération peut être nécessaire pour maintenir l'ouverture de milieux susceptibles d'évoluer vers l'état boisé sans intervention, et, ainsi, maintenir une diversité d'habitats.

Cette pratique de gestion peut être mise en œuvre autant de fois qu'il est jugé nécessaire par le Docob au cours du contrat (fauche annuelle, triennale, ...).

Les fauches mécaniques et manuelles sont éligibles dans le cadre de cette action.

Cette action est complémentaire de l'action d'ouverture de milieux (A32301P).

Par pragmatisme et afin d'engager le plus grand nombre de parcelles, les dates de fauche ont été modulées en fonction de la nature des parcelles (humide ou non humide) et de leur usage (productives ou non). L'animateur du site pourra moduler ces dates pour chaque contrat en fonction de l'habitat et des espèces présentes.

Engagements non rémunérés

- Respect de la période de fauche autorisée entre **le 1er juin et le 15 février** pour les prairies mésophiles (en accord avec la période de reproduction de la faune et la portance des sols liée à l'hydromorphie)
- Respect de la période de fauche autorisée entre **le 15 juin et le 15 février** pour les prairies humides (en accord avec la période de reproduction de la faune et la portance des sols liée à l'hydromorphie)
- Pour les mégaphorbiaies (parcelles non productives), la période de fauche sera retardée **du 15 août au 15 février**
- Possibilité de retard de fauche en cas d'engorgement trop prononcé des sols
- Les dates de fauche pourront être déterminées par la structure animatrice de façon pragmatique lors d'un diagnostic préalable en fonction de l'habitat présent sur la parcelle.
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Conserver la microtopographie du sol (pérennité des secteurs humides des bas-niveaux),
- Ne pas faucher de l'extérieur vers l'intérieur de la parcelle : adopter un protocole de fauche permettant à l'entomofaune et aux mammifères de fuir (fauche en bandes parallèles par exemple),
- Ne pas fertiliser, ni procéder à des traitements phytosanitaires,
- Ne pas drainer ou modifier le fonctionnement hydraulique,
- Ne pas retourner le sol, ne pas mettre en culture,
- Ne pas boiser la prairie,
- Ne pas supprimer les haies,
- Ne pas épandre de produits industriels issus d'équarrissage ou de station d'épuration,
- Ne pas pratiquer le brûlage.

Dans le cadre des périodes autorisées, l'animateur devra convenir en concertation avec le contractant, en fonction du diagnostic parcellaire réalisé, de la période de fauche la plus propice.

Engagements rémunérés

- Fauche manuelle ou mécanique avec exportation des produits de fauche
- Défeutrage (enlèvement de biomasse en décomposition au sol)
- Conditionnement
- Transport des matériaux évacués
- Frais de mise en décharge
- Etudes et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des haies, vergers, bosquets ou arbres
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayant droits

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Surfaces traitées
Relevés floristiques et faunistiques sur les parcelles engagées

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Chambre d'Agriculture de la Gironde, CBNSA

Objectif de contractualisation à 5 ans

Nous appliquerons un objectif de contractualisation de 20%, soit 190 ha.

Plan de financement

Budget prévisionnel :

Les montants retenus sont ceux affichés dans l'arrêté préfectoral relatif à la contractualisation optionnelle sur barème. En effet, l'action A32304R est éligible à un financement sur barème (évitant au bénéficiaire de justifier des dépenses engagées) dont le montant a été calculé comme suit :

Opérations	Montants Unitaire (€/ha/intervention)	Modalités du calcul
Fauche et andainage	Manuelle : 1450 Mécanique : 300	Moyenne des coûts établis par l'ENF
Conditionnement en bottes	50	Devis : 100 bottes/1,25ha à 0,6€ la botte
Evacuation des produits	135	Temps homme estimé à 4h/ha
Total	Manuel : 1 635 Mécanique : 485	

- Montant unitaire total retenu pour la mesure (sur la base d'un entretien mécanique) : **485/ha/intervention**
Le calcul de l'action se base sur une hypothèse d'une fauche annuelle, soit 5 interventions en 5 ans
- Montant estimé de la mesure sur 5 ans : $485 \text{ €} \times 5 = \mathbf{2\,425 \text{ €}}$
- Montant total de la mesure : $2\,425 \text{ €} \times 190 \text{ ha} = \mathbf{460\,750 \text{ €}}$

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%
Etat (MEDDE) 50%

Entretien des milieux ouverts et semi-ouverts par la fauche et le pâturage	GE1.7 Contrat Natura 2000
---	--

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32304R (gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Les agriculteurs ne sont pas éligibles à cette action (ils peuvent s'engager dans une MAEt, ils peuvent en revanche en être prestataires).

Objectifs stratégiques

O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants
- Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats et des espèces

Habitats et espèces concernées

- | | |
|--|---|
| - Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes (6430-1) | - Prairies fauchées thermo-atlantiques méso-hygrophiles du Sud-Ouest (6510-1) |
| - Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (6430-4) | - Prairies humides |
| - Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>) (6410) | - Cuivré des marais (1060) |
| | - Loutre d'Europe (1355) |
| | - Vison d'Europe (1356) |
| | - Chiroptères |

Justification de l'action

Le maintien des prairies sur le site, dans un contexte de déprise de l'agriculture traditionnelle d'élevage, est un des grands objectifs affichés du DOCOB, une grande partie de la biodiversité locale étant liée à la présence des milieux prairiaux humides et hygrophiles.

Les prairies et milieux humides de manière générale abritent des habitats d'intérêt communautaire (mégaphorbiaies, Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux, Prairies fauchées thermo-atlantiques méso-hygrophiles du Sud-Ouest) et sont indispensables à la présence de certaines espèces d'intérêt communautaire (Cuivré des Marais notamment).

Les milieux ouverts ont besoin d'être entretenus sans quoi ils s'enrichissent.

La mesure, proche de la mesure GE1.6, doit permettre le maintien de la diversité des habitats de marais et des habitats plus mésophiles du bourrelet alluvial par le maintien de l'ouverture des milieux.

Cette action peut notamment être engagée sur le Grand et le Petit marais pour lutter contre l'envahissement par le Jonc qui appauvrit la diversité floristique.

Surface/linéaire d'application de l'action

Seules les prairies pâturées en sous-charge sont concernées par l'action ce qui représente une surface maximale de prairies estimée à ~600 ha sur le périmètre (sans estimation de charge de pâturage).

Il s'agit des communautés à reine des prés et communautés associées (196ha), des prairies humides atlantiques et sub-atlantiques (145ha), des vasières sans végétation avec groupement à *Bidens* (74ha), des pâtures mésophiles (170ha) et des prairies à *Jonc acutiflore* (13,5ha)

Un diagnostic préalable à la parcelle sera nécessaire pour évaluer si les prairies sont en sous charge de pâturage, ce qui n'a pas été fait dans le cadre du diagnostic du DOCOB.

Description de l'action

L'objectif de l'action est d'augmenter la valeur écologique de certaines prairies pâturées en sous-charge par l'application d'une gestion principale par fauche permettant d'éliminer les rejets de pâture, tout en conciliant un pâturage dont les modalités sont redéfinies. Il s'agirait de prairies accueillant des bovins, des équins ou des ovins.

Cette pratique de gestion peut être mise en œuvre autant de fois qu'il est jugé nécessaire par le Docob au cours du contrat (fauche annuelle, triennale, ...).

Les fauches mécaniques et manuelles sont éligibles dans le cadre de cette action.

Par pragmatisme et afin d'engager le plus grand nombre de parcelles, les dates de fauche seront modulées en fonction de la nature des parcelles (humide ou non humide) et de leur usage (productives ou non). L'animateur du site pourra, en concertation avec le contractant, moduler ces dates pour chaque contrat en fonction de l'habitat et des espèces présentes.

Engagements non rémunérés

- Respect de la période de fauche autorisée fixée **entre le 1^{er} juin et le 15 février** (en accord avec la période de reproduction de la faune et la portance des sols liée à l'hydromorphie)
- Possibilité de retard de fauche en cas d'engorgement trop prononcé des sols
- Les dates de fauche pourront être déterminées par la structure animatrice de façon pragmatique lors d'un diagnostic préalable en fonction de l'habitat présent sur la parcelle (les surfaces étant à priori non productives, les dates de fauche pourraient être plus tardives que le 15 juin).
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des pratiques pastorales dans quel doivent figurer à minima les informations suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - <i>période de pâturage</i> - <i>race utilisée et nombre d'animaux</i> - <i>lieux et date de déplacement des animaux</i> - <i>suivi sanitaire</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>complément alimentaire apporté (date, quantité)</i> - <i>nature et date des interventions sur les équipements pastoraux</i>
---	---
- Conserver la microtopographie du sol (pérennité des secteurs humides des bas-niveaux),
- Ne pas fertiliser : amendements organiques, minéraux (dont calciques) interdits,
- Ne pas drainer ou modifier le fonctionnement hydraulique,
- Ne pas retourner le sol, ne pas mettre en culture,
- Ne pas boiser la prairie,
- Ne pas supprimer les haies,
- Ne pas épandre de produits industriels issus d'équarrissage ou de station d'épuration,
- Ne pas pratiquer le brûlage,
- Pâturage de regain post-fauche : à partir du mois d'août,
- Pâturage d'entretien pré-fauche : retrait des bêtes dès que l'herbe a atteint une hauteur de 5 cm,
- Adapter la pression de pâturage en fonction de la production fourragère naturelle et de la portance des sols (ne pas faire pâturer en cas d'inondation ou de sols peu portants),
- Pâturage pratiqué en sous-chargement de manière à éviter le surpiétinement des sols, la destruction de l'habitat et favoriser l'apparition de tâches non pâturées favorables à l'entomofaune, etc

Les chargements globaux et instantanés seront déterminés en fonction de l'état et de la productivité de la prairie. La définition des UGB à respecter pour le pâturage pourra s'inspirer des MAE territorialisées.

Engagements rémunérés

- Fauche manuelle ou mécanique avec exportation des produits de fauche
- Défeutrage (enlèvement de biomasse en décomposition au sol)
- Conditionnement
- Transport des matériaux évacués
- Frais de mise en décharge
- Dans le cas de la mise en pâturage, déparasiter le bétail avec les principes actifs dont les effets sont les moins toxiques et rémanent pour le milieu
- Etudes et frais d'expert

- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Existence et tenue du cahier de pâturage
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et de l'état de la parcelle
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayant droits

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Surfaces traitées / Relevés floristiques et faunistiques sur les parcelles engagées

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Chambre d'Agriculture de la Gironde, CBNSA

Objectif de contractualisation à 5 ans

Nous appliquerons un objectif de contractualisation de 10%, soit 61 ha maximum (la charge de pâturage des parcelles n'ayant pas été évaluée dans le DOCOB).

Plan de financement

Budget prévisionnel (identique à celui de l'action GE1.6 ; contractualisation sur barème de l'action A32304R):

Opérations	Montants Unitaire (€/ha/intervention)	Modalités du calcul
Fauche et andainage	Manuelle : 1450 Mécanique : 300	Moyenne des coûts établis par l'ENF
Conditionnement en bottes	50	Devis : 100 bottes/1,25ha à 0,6€ la botte
Evacuation des produits	135	Temps homme estimé à 4h/ha
Total	Manuel : 1 635 Mécanique : 485	

- Montant unitaire total retenu pour la mesure (sur la base d'un entretien mécanique) : **485/ha/intervention**
Le calcul de l'action se base sur une hypothèse d'une fauche annuelle, soit 5 interventions en 5 ans
- Montant estimé de la mesure sur 5 ans : 485 € X 5 = **2 425 €**
- Montant total de la mesure : 2425€ X 61 ha = **147 925 €**

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique	GE1.8 Contrat Natura 2000
--	--

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32303R (gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Les agriculteurs ne sont pas éligibles à cette action (ils peuvent en revanche en être prestataires du contractant).

Objectifs stratégiques

- O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existant
- Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats et des espèces
- Encourager les pratiques agricoles favorables à la biodiversité
- Restaurer les habitats abandonnés

Habitats et espèces concernées

- | | |
|---|-----------------------------|
| - <i>Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes</i> (6430-1) | - <i>Fourrés et friches</i> |
| - <i>Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces</i> (6430-4) | - Cuivré des marais (1060) |
| - <i>Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)</i> (6410) | - Loutre d'Europe (1355) |
| - <i>Prairies humides</i> | - Vison d'Europe (1356) |
| | - <i>Chiroptères</i> |

Justification de l'action

Cette action vise comme les précédentes au maintien des milieux ouverts par la mise en place d'un pâturage d'entretien en l'absence d'un agriculteur sur les parcelles concernées.

Cette action peut notamment être mise en œuvre par le Syndicat des marais, qui pratique déjà la gestion pastorale, sur des parcelles aujourd'hui non pâturées ou de manière trop irrégulière pour maintenir l'état écologique souhaité.

Surface/linéaire d'application de l'action

Seules les prairies à l'abandon sont concernées par l'action (surface inconnue), les fourrés (21,5ha) et friches et terrains vagues (32,7ha), ce qui doit représenter une surface approximative de 100 ha.

Un diagnostic préalable à la parcelle sera nécessaire pour évaluer l'application de la mesure.

Description de l'action

L'action consiste à la mise en œuvre d'une gestion pastorale (gardiennage, déplacement et surveillance du troupeau) sur des secteurs non pâturés et qui menacent de s'enfricher et de perdre ainsi leurs caractéristiques écologiques.

L'action est à privilégier sur les friches récentes présentant une strate arbustive ou arborée nulle ou peu développée.

L'achat d'animaux n'est pas éligible.

L'action peut être contractualisée à la suite d'une action de restauration de milieux afin de garantir leur entretien (après mise en œuvre de la mesure GE2.5 suivante par exemple).

Engagements non rémunérés

- Pâturage autorisé **du 1^{er} avril au 15 novembre** ;
- Pâturage d'entretien à effectuer avec un chargement global léger extensif (à définir au moment du diagnostic de la parcelle) ;
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des pratiques pastorales (devront figurer à minima les informations suivantes : période de pâturage ; race utilisée et nombre d'animaux ; lieux et date de déplacement des animaux ; suivi sanitaire ; complément alimentaire apporté (date, quantité) ; nature et date des interventions sur les équipements pastoraux.)
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Pas de travail du sol, de retournement ou de mise en culture ;
- Pas de drainage ou de modification du fonctionnement hydraulique ;
- Conserver les haies ;
- Ne pas fertiliser la surface (amendements organiques, minéraux –dont calciques- interdits) ;
- Pas de traitements phytosanitaires ;
- Ne pas pratiquer le brûlage ;
- Maintien des mares et points d'eau présents dans les prairies ;
- Garder les variations de micro-topographie (ne pas combler, pas d'apport extérieur).

Engagements rémunérés

- Gardiennage, déplacement et surveillance du troupeau ;
- Entretien d'équipements pastoraux (clôture, point d'eau, aménagement d'accès, abris temporaires...) ;
- Suivi vétérinaire ;
- Affouragement, complément alimentaire ;
- Fauche des refus **entre le 15 juin et le 15 février** ;
- Location grange à foin ;
- Etudes et frais d'expert (en dehors du diagnostic de la parcelle préalable à la conclusion du contrat) ;
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Par pragmatisme et afin d'engager le plus grand nombre de parcelles, les dates de fauche et de pâturage seront modulées en fonction de la nature des parcelles (humide ou non humide) et de leur usage (productives ou non). L'animateur du site pourra, en concertation avec le contractant, moduler ces dates pour chaque contrat en fonction de l'habitat et des espèces présentes.

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Existence et tenue du cahier de pâturage
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et de l'état de la parcelle
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayant droits

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Surfaces traitées
Relevés floristiques et faunistiques sur les parcelles engagées

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Chambre d'Agriculture de la Gironde, CBNSA, CEN Aquitaine

Objectif de contractualisation à 5 ans

20% des parcelles éligibles, évalués à 20ha.

Plan de financement

Budget prévisionnel :

Les montants retenus sont ceux affichés dans l'arrêté préfectoral relatif à la contractualisation optionnelle sur barème. En effet, l'action A32303R est éligible à un financement sur barème (évitant au bénéficiaire de justifier des dépenses engagées) dont le montant a été calculé comme suit :

Opérations	Montants Unitaire	Modalités du calcul
Entretien des équipements pastoraux	45€/ha/an	Temps estimé par le conservatoire des races d'Aquitaine à 3h/ha/an + 1 devis
Suivi des animaux	100€/ha/an 300€/ha/an 800€/ha/an	Coût établi par ENF
Transport des animaux	30€/100km	Coût englobant les frais d'essence et le coût du travail
Fauche/broyage des refus	135€/ha/intervention	Temps homme estimé à 4h/ha + 3,5h matériel
Exportation des produits	70€/ha/intervention	Temps homme estimé à 2h/ha + 1,8h matériel

- Montant unitaire total retenu pour la mesure (sur la base d'un suivi à 500 €/ha/an): **780€/ha/an**
- Montant estimé de la mesure sur 5 ans : 780 € X 5 = **3 900 €**
- Montant total de la mesure : 3 900 € X 20 ha = **78 000 €**

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%
Etat (MEDDE) 50%

Restauration des milieux enrichés abandonnés par débroussaillage	GE2.5
	Contrat Natura 2000

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32301P (chantier lourd de restauration de milieux ouverts ou humides par débroussaillage)
Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Objectifs stratégiques

O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

Restaurer les habitats abandonnés

Habitats et espèces concernées

- | | |
|--|----------------------------|
| - Fourrés | - Cuivré des marais (1060) |
| - Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes (6430-1) | - Cistude d'Europe (1220) |
| - Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (6430-4)) | - Loutre d'Europe (1355) |
| - Prairies humides | - Vison d'Europe (1356) |
| | - Chiroptères |

Justification de l'action

Cette action vise comme les précédentes au maintien des milieux ouverts, à la différence qu'elle intervient lorsque la prairie a été abandonnée depuis un certain temps et nécessite un travail lourd de réouverture avant mise en œuvre d'un entretien régulier.

Surface/linéaire d'application de l'action

Les friches arborées/arbustives (parcelles non agricoles et non sylvicoles) sont concernées par l'action. Elles concernent aujourd'hui essentiellement les habitats de fourrés (21ha), terrains en friche et terrains vagues (32,7ha), soit 54ha. Les peuplements jeunes des boisements marécageux (123,5ha) pourraient être concernés s'ils sont la résultante d'un abandon de pratiques d'entretien.

Les formations d'ourlets (mégaphorbiaies ; 402 ha) pourraient également, en cours d'animation du DOCOB être éligibles à l'action si, sans entretien, elles se sont enrichies.

Dans tous les cas, un diagnostic préalable de l'animateur ou d'une structure experte devra être mené pour valider l'action.

Description de l'action

Cette action vise l'ouverture de surfaces abandonnées par l'agriculture fortement embroussaillées (voir boisées), et celles de zones humides envahies par les ligneux dont l'abandon a induit une perte d'intérêt écologique.

Elle est réalisée pour restaurer la diversité des milieux sur les secteurs à l'abandon qui se sont totalement ou fortement boisés et permettre le retour ou le maintien des espèces de milieux ouverts ou de lisière

(notamment lépidoptères, ...). Elle couvre les travaux permettant la restauration de leur fonctionnalité écologique.

Elle s'applique aux surfaces moyennement à fortement embroussaillées.

Cette action pourra notamment s'avérer nécessaire sur des parcelles aujourd'hui entretenues ou peu enfrichées qui, par abandon soudain, viendraient à se retrouver colonisées par les ligneux.

Les friches buissonneuses les moins enfrichées peuvent bénéficier de l'action A32305R (mesure GE1.5).

Cette action est complémentaire des actions d'entretien des milieux ouverts.

Engagements non rémunérés

- Respect des périodes d'autorisation des travaux : **août à février** (pour préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes),
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Si des arbres remarquables (taille, âge, intérêt écologique, ...) sont localisés sur la parcelle, ils devront être conservés

Cas spécifique pour les zones humides :

- Pas de retournement
- Pas de mise en culture, de semis ou de plantation de végétaux
- Ne pas assécher, imperméabiliser, remblayer ou mettre en eau
- Ne pas fertiliser, ni amender, ni utiliser de produits phytosanitaires

Dans le cadre des périodes autorisées, l'animateur devra convenir en concertation avec le contractant, en fonction du diagnostic parcellaire réalisé, de la période de travaux la plus propice.

Engagements rémunérés

- Bûcheronnage, coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux
- Dévitalisation par annellation
- Dessouchage
- Rabotage des souches
- Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche, avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits
- Arrasage des tourradons
- Frais de mise en décharge
- Etudes et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Comparaison de l'état initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces travaillées
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayant droit

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Superficie traitée / superficie engagée.

Nombre d'arbres coupés (par essence).

Nombre de souches enlevées ou dévitalisées.

Relevés floristiques simplifiés (années 1 et 5) : espèces dominantes ; espèces protégées ou rares (livres rouges)

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Chambre d'Agriculture de la Gironde, CBNSA, CEN Aquitaine, CATERZH (Conseil général)

Objectif de contractualisation à 5 ans

Nous appliquerons un objectif de contractualisation de 30% des surfaces de fourrés et de friches (78,5ha), soit 23,5 ha traités.

Plan de financement

Budget prévisionnel :

Le prix est variable en fonction du degré d'enfrichement de la parcelle qui détermine la nature des actions à mener et le matériel à utiliser. Le coût de l'action dépend également du coût du transport du matériel.

Pour ce type d'actions, il est souhaitable de regrouper et mutualiser les interventions sur plusieurs parcelles du même site voir de sites Natura 2000 proches afin de faire des économies d'échelle.

Les montants retenus sont ceux affichés dans l'arrêté préfectoral relatif à la contractualisation optionnelle sur barème. En effet, l'action A32301P est éligible à un financement sur barème (évitant au bénéficiaire de justifier des dépenses engagées) dont le montant a été calculé comme suit :

Opérations	Montants Unitaire (€/ha/intervention)	Modalités du calcul
Bûcheronnage	350	Moyenne de 2 devis
Elimination des souches	335	Temps estimé : 11h/ha à 16,54€/h+8h matériel
Exportation des produits	410	Temps estimé : 13h/ha à 16,54€/h+10h matériel
Broyage ou débroussaillage	Manuel : 600 Mécanique : 300	Etude de devis
Total	Manuel : 1 695 Mécanique : 1 395	

- Montant unitaire total retenu pour la mesure (sur la base d'un entretien mécanique) : **1395 €/ha/intervention**

Le calcul de l'action se base sur une hypothèse de 3 interventions sur les 5 ans avec une intervention comprenant toutes les opérations en année 1, suivie d'une intervention d'entretien en année 3, puis en année 5 comprenant simplement un débroussaillage mécanique et une exportation des produits

Soit en année 1 : 1395€/ha

En année 3 : 410+300 = 710€

En année 5 : 410+300 = 710€

Montant estimé de la mesure sur 5 ans : 1395 + 710 + 710 = **2 815 €**

- Montant total de la mesure : 2815€ X 23,5 ha = **66 152,55 €**

Notons qu'une intervention en année 1 peut suffire, s'il est ensuite engagé un contrat d'entretien par girobroyage ou fauche ou pâturage et fauche (actions GE1.5 / GE1.6 et GE1.7).

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

Chantier d'élimination ou de limitation d'espèces végétales et animales invasives	GE3.1
	Contrat Natura 2000

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32320P et R (chantier de limitation d'une espèce indésirable)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

L'action peut être utilisée si l'état d'un ou plusieurs habitats et espèces est menacé ou dégradé par présence d'une espèce indésirable et si la station d'espèce indésirable est de faible dimension.

Objectifs stratégiques

- O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants
- Lutter contre les espèces concurrentes invasives

Habitats et espèces concernées

Tous

Justification de l'action

Le site des marais du Bec d'Ambès abrite de nombreuses espèces végétales exotiques invasives (principales espèces : Jussie, Myriophylle, Renouée du Japon, herbes de la Pampa, Baccharis parfois utilisé par les chasseurs pour masquer leur tonne) qui dégradent la qualité des habitats naturels et appauvrissent la biodiversité du site.

Les milieux aquatiques sont notamment fortement impactés par la Jussie.

L'action peut également traiter des espèces animales invasives présentes (ragondin, rat musqué) et potentiellement présente actuellement ou dans le futur (vison d'Amérique...).

L'élimination des espèces invasives est possible lorsque l'action de lutte est engagée dès l'apparition du foyer de présence (l'élimination est soit d'emblée complète ou progressive). Dans le cas inverse, c'est leur régulation qui est proposée au travers de cette action (ponctuelle mais répétitive car il existe une dynamique de recolonisation permanente).

Pour le ragondin et le rat musqué, espèce dont la présence est généralisée sur le site, l'action n'est éligible que sur un foyer de présence qui nuit à un ou plusieurs habitat ou espèces d'intérêt communautaire (le diagnostic parcellaire de l'animateur le déterminera).

Surface/linéaire d'application de l'action

Les milieux en eau et de marais en particulier (jalles, fossés, mares de tonne, ..) sont principalement concernés : jussie, ragondin et rat musqué les colonisent. Le Baccharis sert également de camouflage sur

certaines tonnes. Les secteurs dégradés par des remblais sont également souvent accompagnés d'une flore rudérale envahissante.

Dans tous les cas, un diagnostic préalable de l'animateur ou d'une structure experte devra être mené pour valider l'action.

Description de l'action

L'action concerne les chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce végétale indésirable : espèce envahissante (autochtone ou exogène) qui impacte ou dégrade fortement l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce dont l'état de conservation justifie cette action.

Le périmètre Natura 2000 est caractérisé par la présence d'espèces végétales et animales envahissantes.

Ce phénomène significatif peut être contrôlé par le biais d'actions coordonnées de suivi et de lutte qui trouveront toute leur efficacité si elles sont mises en œuvre sur les premiers foyers d'apparition d'une espèce indésirable sur des secteurs aujourd'hui vierges. Sur les secteurs où les invasives sont déjà bien implantées et en expansion, il s'agira de limiter la prolifération.

Le nombre d'espèces végétales et animales envahissantes potentielles devenant de plus en plus important, nous n'arrêterons pas ici une liste exhaustive des espèces concernées par cette action.

Engagements non rémunérés

- Communs aux espèces animales ou végétales indésirables :
 - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions
- Spécifiques aux espèces animales
 - Lutte chimique interdite
- Spécifiques aux espèces végétales
 - Le bénéficiaire s'engage à ne pas réaliser d'opérations propres à stimuler le développement des végétaux indésirables : importation de boutures à des fins ornementales, etc
 - La période d'intervention devra s'effectuer quand les herbiers sont visibles et de préférence avant maturation des graines en dehors des périodes de reproduction de la faune : d'août à février (cf. protocole gestion des invasives Cistude Nature)
 - Les opérations de faucardage de la végétation aquatique envahissante sont interdites.
 - Dans la mesure du possible, les traitements chimiques doivent présenter un caractère exceptionnel et porter sur des surfaces aussi restreintes que possibles

Engagements rémunérés

- Communs aux espèces animales ou végétales indésirables :
 - Etudes et frais d'experts
- Spécifiques aux espèces animales
 - Acquisition de cages pièges (équipées d'un dispositif de fuite pour le Vison d'Europe)
 - Suivi et collecte des pièges
- Spécifiques aux espèces végétales

Pour la végétation aquatique (Jussie, Myriophylle ou autre) :

- Le développement de la végétation aquatique envahissante (Jussie, Lagarosiphon, etc) doit être limité ou éradiqué par une lutte manuelle et/ou mécanique : arrachage manuel et sélectif des parties aériennes et racinaires,
- les opérations d'élimination ne doivent pas favoriser la prolifération des espèces envahissantes (graines, boutures, tiges, racines, etc) : dépôt en tas hors zone inondable (séchage) sur tapis de déchargement puis transport sous bâche des végétaux jusqu'au site de traitement (déchetterie, etc),

Pour la végétation terrestre (Renouée du Japon, herbes de la Pampa, Baccharis ou autre) :

- Débroussaillage mécanique ou manuel
- Décaissement mécanique sur une profondeur minimale de 50 cm
- Traitement chimique des rejets uniquement pour les espèces à forte capacité de rejet

- Coupe manuelle des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre
- Coupe des grands arbres et semenciers
- Dévitalisation par annellation
- Enlèvement et transfert des produits de coupe
- La remise en forme des surfaces travaillées au moyen le cas échéant de terre végétale
- L'ensemencement des surfaces travaillées et leur végétalisation au moyen d'essences indigènes (boutures de saules, arbustes et arbres à racines nues)

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions,
- Etat initial et post travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayant droit (ACMM, Association des piégeurs de la presqu'île d'Ambès, Association des Amis des Marais, Syndicat des marais, ...)

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Surfaces traitées

Evolution de la répartition des espèces invasives.

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Association des piégeurs de la presqu'île d'Ambès, CBNSA, CEN Aquitaine, CATERZH (Conseil général), CBNSA, Société Linéenne de Bordeaux, Forum des Marais Atlantique, CEMAGREF,

Objectif de contractualisation à 5 ans

Nous n'avons pas calculé les surfaces impactées par la présence de foyers d'espèces végétales invasives.

La lutte contre l'ensemble des espèces invasives étant illusoire du fait de la généralisation de ces peuplements sur le site (qui rend l'efficacité de l'action d'autant plus difficile), nous afficherons un objectif de contractualisation théorique et arbitraire de :

- **1 ha** pour les espèces végétales, la lutte contre les invasives (végétales) pouvant également être menée de manière plus efficace dans le cadre des actions de gestion de l'eau et d'ouverture et d'entretien de milieux prairiaux.
- **50 cages pièges.**

Plan de financement

Budget prévisionnel :

Le prix est variable en fonction de la densité des peuplements d'invasives, des espèces à traiter et de la difficulté d'intervention sur le milieu (milieu terrestre et aquatique). Le coût de l'action dépend également du nombre d'intervention à prévoir.

L'action ne fait pas l'objet d'une contractualisation optionnelle sur barème.

- Coût spécifique à la lutte contre les espèces animales :

50 cages pièges sur 5 ans (10/an) X 50 € l'unité = **2 500 € sur 5 ans**

- Coût spécifique à la lutte contre les espèces végétales

Coût indicatif unitaire prévisionnel (source : DOCOB marais du Blayais et DOCOB marais du Haut Médoc)

- Lutte contre la végétation aquatique envahissante : **269 €/ha/an**

- Elimination d'un foyer de végétation terrestre envahissante : **41,86€/m²**

➤ Budget prévisionnel sur 5 ans :

- Lutte contre la végétation aquatique envahissante (1 ha traité) : 269 € X 3 interventions = **807 €**

- Elimination d'un foyer de végétation terrestre envahissante (500 m²) : 41,86€ X 500 = **20 930 €**

- Achat de 50 cages pièges = **2 500 €**

Soit 24 237 €

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

3.2.2 Actions relative à des travaux d'équipement

Le tableau suivant rappelle les actions liées à des travaux d'équipement.

Code action	Libellé	Outils de mise en oeuvre
TU1.1	Aménagements des ouvrages de franchissement routier et de leurs abords pour le Vison d'Europe et la loutre	Contrat Natura 2000
TU1.2	Chantiers de nettoyage des dépôts sauvages	Hors contrat
TU2.1	Aménagements de panneaux d'informations visant à informer les usagers pour limiter leur impact	Contrat Natura 2000 Hors contrat

Les actions contractuelles TU1.1 et TU2.1 seront étudiées ici, tandis que l'action TU1.2 sera abordée dans les actions hors contrat.

Aménagement du linéaire et des ouvrages de franchissement routier pour les mustélidés semi-aquatiques	TU1.1 Contrat Natura 2000
--	---

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32325P (prise en charge de certains coûts visant à réduire l'impact des routes, chemins, dessertes et autres infrastructures linéaires)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Objectifs stratégiques

- O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existant
- Assurer la continuité écologique des routes traversant le site

Habitats et espèces concernées

- Vison d'Europe 1356)
- Loutre (1355)

Justification de l'action

Des axes routiers à forte circulation traversent les habitats de marais sans protection particulière pour éviter les collisions routières des mammifères semi-aquatiques, qui, dans leur déplacements, doivent traverser ce routes (RD 10 Ouest et Est, RD113, RD230 notamment).

Le risque de collision et de mortalité est donc grand pour ces espèces (*cf. l'analyse du risque de collision routière pour le Vison d'Europe et la Loutre en annexe IV du Tome I du DOCOB*). Une loutre a d'ailleurs été trouvée morte sur la RD 113 percutée par un véhicule (source : Syndicat des marais). Rappelons que le Vison d'Europe est le mammifère le plus menacé au niveau européen. Son aire de répartition française se limite aux départements du Sud-Ouest.

Les zones de traversée principales sont localisées au niveau :

- des franchissements routiers du réseau hydrographique dont les berges sont empruntées par le Vison et la loutre dans leur déplacement. Peu de ponts sont aménagés pour sécuriser la traversée de ces espèces.
- De secteurs d'habitats préférentiels de la Loutre et du Vison traversés par ces mêmes routes et également non sécurisés.

Ces secteurs focalisent le risque de collision routière (partie Sud du petit marais traversé par le RD 257, secteur Ouest du grand marais traversé par la RD 113) et mériteraient d'être aménagés pour sécuriser le franchissement des mammifères semi-aquatiques.

Surface/linéaire d'application de l'action

Dans l'analyse du risque de collision routière pour le Vison (et la loutre), 15 ouvrages (les principaux) ont fait l'objet d'une analyse.

8 ouvrages ont été considérées comme prioritaires en vue de leur aménagement (dont 2 dorénavant hors site sur la RD 10 Ouest suite à une modification du périmètre Natura 2000). 5 autres sont considérées comme de priorité moyenne, les 2 restants de priorité faible.

Tout nouvel ouvrage devra automatiquement être transparent au déplacement du Vison et de la Loutre.

Deux secteurs à fort enjeu ont également été répertoriés au niveau de la traversée du petit marais par la RD 257 et de la zone Ouest du grand marais traversée par la RD 113. Ils représentent un linéaire cumulé d'environ 2,25 km.

Les passages adaptés à ces deux espèces conviendront également à tous les mammifères et autres espèces qui cheminent le long des berges de cours d'eau et au sein des milieux humides (Campagnol amphibie, Genette, reptiles, amphibiens, ...).

Description de l'action

Le contrat proposé prend en charge certains coûts visant à réduire l'impact des routes, chemins, dessertes et autres sur les déplacements de la faune.

Pourront en bénéficier les collectivités s'engageant dans l'équipement permanent d'ouvrages de franchissement routier (communes et Conseil Général).

La politique d'aménagement des ouvrages de franchissement routier et de leurs abords pour le Vison d'Europe (et la loutre) devra être vue au niveau du département avec le Conseil Général de Gironde

Engagements non rémunérés

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Vérification de l'absence de gîte à Vison ou autre mammifère semi-aquatique avant toute opération de nettoyage préalable aux interventions

Engagements rémunérés

➤ **Pour les traversées de chaussée par le réseau hydrographique (sous les ponts)**

- Chaque ouvrage à aménager fera l'objet d'un diagnostic précis et actualisé en préalable de l'aménagement afin de définir les modalités d'aménagement à adopter, les linéaires concernés...
- Passages sous forme de passerelle en encorbellement avec liaison à la berge. L'aménagement sera permanent et réalisé sur les deux berges (tel qu'illustré ci-contre).
- Les ponts faisant l'objet d'une restauration devront être équipés de passage pied sec, quelle que soit leur catégorie dans le diagnostic « risque de collision ».
- Pose possible (recommandée) en complément d'un grillage au niveau de l'ouvrage de franchissement, sur chaque côté de la route et sur chaque rive (4 fois 25 m de protection). Le grillage de maille inférieure à 25 mm doit être enterré sur 30 cm à sa base et doit avoir une hauteur minimale de 1 m.

➤ **Pour les traversées de chaussée en secteur d'habitat préférentiel**

- Pose d'un grillage (ou palissade en bois) entre le fossé et la chaussée de chaque côté de la route rejoignant un ouvrage existant (pont transparent au franchissement ou à aménager) ou complémentaire d'un tunnel (de préférence) ou d'une buse sèche à aménager sous la chaussée aux endroits stratégiques.

La buse sèche ou tunnel est un conduit qui traverse la route. Le principal problème de cet aménagement réside dans le fait que certaines espèces, notamment la Loutre, craignent cet effet tunnel et choisissent de traverser par la route. Le diamètre de la buse ou largeur du tunnel doit donc mesurer au minimum 60cm pour une traversée < 20 m et de 80 cm pour une traversée > 20 m.

Il faudra veiller à ce qu'il n'y ait pas de possibilité de passage entre le tunnel et le grillage.



Pour assurer leur efficacité, ces ouvrages doivent être conçus avec des matériaux pérennes et installés au-dessus du niveau de la crue. Le grillage de maille inférieure à 25 mm doit être enterré sur 30 cm à sa base et doit avoir une hauteur de 1 m.



Points de contrôle

- Cahier d'enregistrement des interventions, factures et pièces de valeur probante
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Photos avant/après travaux.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Gestionnaires du réseau routier (Conseil général de Gironde et communes)

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

- Nombre de ponts équipés
- Linéaire de chaussée équipé et d'ouvrages de franchissement construits
- Traces d'utilisation des passerelles installées (fèces, empreintes, observations)

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, Mission Vison d'Europe de la DREAL Aquitaine, CEN Aquitaine, ONCFS

Objectif de contractualisation à 5 ans

50% des ouvrages prioritaires (8) et moyennement prioritaires (5), soit 8 ponts (chiffre arrondi à l'unité supérieure)

1500 ml de routes sur les secteurs identifiés comme prioritaires (RD 113 et RD 257).

Plan de financement

Budget prévisionnel :

L'action ne fait pas l'objet d'une contractualisation optionnelle sur barème.

➤ Hypothèses de calcul du coût de l'aménagement :

➤ *Pour les traversées de chaussée par le réseau hydrographique (sous les ponts)*

- Longueur moyenne estimée des franchissements routiers (passant sous le tablier de la route) = 20 ml
- Pose d'une rampe bétonnée et d'une équerre sur 40 ml (20 ml/berge) : 200€ /ml, soit 8000€ HT
- Aménagement d'une rampe d'accès au passage depuis les berges : 1 000 € HT
- Pose de grillage (type « crapal », enterré) ou palissade en bois sur 40 ml (10 m de part et d'autres de la chaussée sur chaque berge : 25 €/ml, soit 1 000 € HT

Montant unitaire retenu pour cette partie de la mesure : **10 000 € / ouvrage**

➤ *Pour les traversées de chaussée en secteur d'habitat préférentiel*

25 €/ml X 1500 ml = **37 500 € (sur 5 ans)**

Tunnel ou buse sèche = **7000 €/ouvrage**

Hypothèse de calcul retenu : 2 ouvrages sur les 5 ans **soit 14 000 €**

Soit **51 500 €** au total pour cette partie de la mesure

La politique d'aménagement des ouvrages de franchissement routier et de leurs abords pour le Vison d'Europe devant être vue au niveau du département avec le Conseil Général de Gironde, ce coût estimatif est donné à titre indicatif, des économies d'échelle pouvant être réalisées en cas d'opération d'aménagement global des ouvrages d'un bassin versant ou d'un secteur déterminé.

➤ Budget prévisionnel sur 5 ans de la mesure :
(10 000 € X 8 ouvrages) + (25 € X 1500 ml) + (7000 € X 2 ouvrages)
= 80 000 € + 37 500 € + 14 000 €
= 131 500 €

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 50%

Etat (MEDDE) 50%

Aménagement de panneaux d'information visant à informer les usagers pour limiter leur impact	TU2.1 Contrat Natura 2000
---	--

Outils de mise en œuvre

Contrat Natura 2000

Actions A32326P (aménagement visant à informer les usagers pour limiter leurs impacts)

Cf. fiche 3 annexée à la circulaire relative à la gestion des sites Natura 2000 majoritairement terrestres du 27 avril 2012

Conditions particulières d'éligibilité

L'action doit être géographiquement liée à la présence d'un habitat ou d'une espèce identifiée dans le DOCOB et vise l'accompagnement d'actions réalisées dans le cadre d'un contrat Natura 2000 (rémunérées ou non). L'action ne peut être contactualisée qu'accompagnée d'autres actions de gestion.

L'action ne se substitue pas non plus à la communication globale liée à la politique Natura 2000. Les panneaux finançables sont ceux destinés aux utilisateurs qui risquent, par leur activité, d'aller à l'encontre de la gestion souhaitée. L'animation proprement dite ne relève pas du champ du contrat.

Si ces conditions d'éligibilité ne sont pas réunies, l'action peut être mise en œuvre hors contrat Natura 2000.

Objectifs stratégiques

O3 : Sensibiliser les acteurs locaux et les populations aux enjeux du site

Objectif(s) opérationnel(s)

- Informer et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000
- Sensibiliser le public sur les richesses naturelles du site

Habitats et espèces concernées

Tous (mais en particulier les habitats de marais)

Justification de l'action

Les milieux des marais du Bec d'Ambès sont fragiles et fréquentés (chasseurs, promeneurs, agriculteurs, ...). La politique Natura 2000 est peu connue des usagers du site.

Dans le cadre de potentiels contrats Natura 2000 de gestion engagés sur le Grand et le Petit Marais notamment (les plus fréquentés), des panneaux d'information d'accompagnement de ces actions pourraient être implantés aux entrées principales des marais (« parking des chasseurs »).

Hors contrat Natura 2000, des panneaux pourraient être implantés sur des secteurs stratégiques d'entrée dans le site pour le public pour informer de manière plus générale les usagers sur les enjeux Natura 2000 (RD113, gravières de Cantefrêne, de la Blanche, Grand et Petit marais, ...).

Surface/linéaire d'application de l'action

Les principaux secteurs envisagés sont les suivants (liste non exhaustive) :

- entrées principales du Grand et du Petit Marais (2 points d'implantation).
- Entrée du site des gravières de Cantefrêne
- Le long de la RD 113 dans le sens sud-nord (rond-point au croisement de la RD257)
- Le long de la RD 257 dans le sens est-ouest sur le secteur du franchissement de la voie ferrée

Description de l'action

Il s'agit d'implanter aux entrées stratégiques du site des panneaux intégrés au site dont la dimension est à définir et dont l'objectif serait :

- d'informer sur les enjeux Natura 2000 du site
- d'informer sur les mesures de gestion engagées afin que la fréquentation du public n'engendre une remise en cause de l'efficacité de l'action engagée.

Le panneau devra être illustré (photographie des espèces), une cartographie du périmètre et des secteurs où des mesures de gestion sont engagées souhaitée et les explicatifs simples et clairs pour la compréhension de tous. Evaluer le risque de dégradation pour adapter les protections.

Au bord des routes, il pourrait être judicieux d'accompagner le panneau d'un message destiné à limiter la vitesse des véhicules pour limiter les collisions avec la faune.



Engagements non rémunérés

- Obturation obligatoire des poteaux creux pour éviter de piéger des espèces
- Respect de la charte graphique ou normes existantes (faire apparaître les logos de l'Union européenne, du ministère de l'écologie, des financeurs, de la structure porteuse du DOCOB)
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire

Engagements rémunérés

- Conception des panneaux
- Fabrication
- Pose et dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu
- Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose
- Entretien des équipements d'information
- Etudes et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

Points de contrôle

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalentes
- Photos avant/après travaux.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Propriétaires ou ayants droits

Principaux intéressés : communes, Conseil général, Syndicat des marais

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Nombre de sites équipés

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, autres animateurs de sites Natura 2000 équipés de ce type de panneaux, CAUE, DREAL Aquitaine, CEN Aquitaine

Objectif de contractualisation à 5 ans

Implantation de 5 panneaux sur les secteurs (cf. surface/linéaire d'application de l'action)

Plan de financement

Budget prévisionnel :

L'action ne fait pas l'objet d'une contractualisation optionnelle sur barème.

- Montant unitaire total retenu pour la mesure (selon l'Atelier technique des espaces naturels) :
2966 € / ouvrage

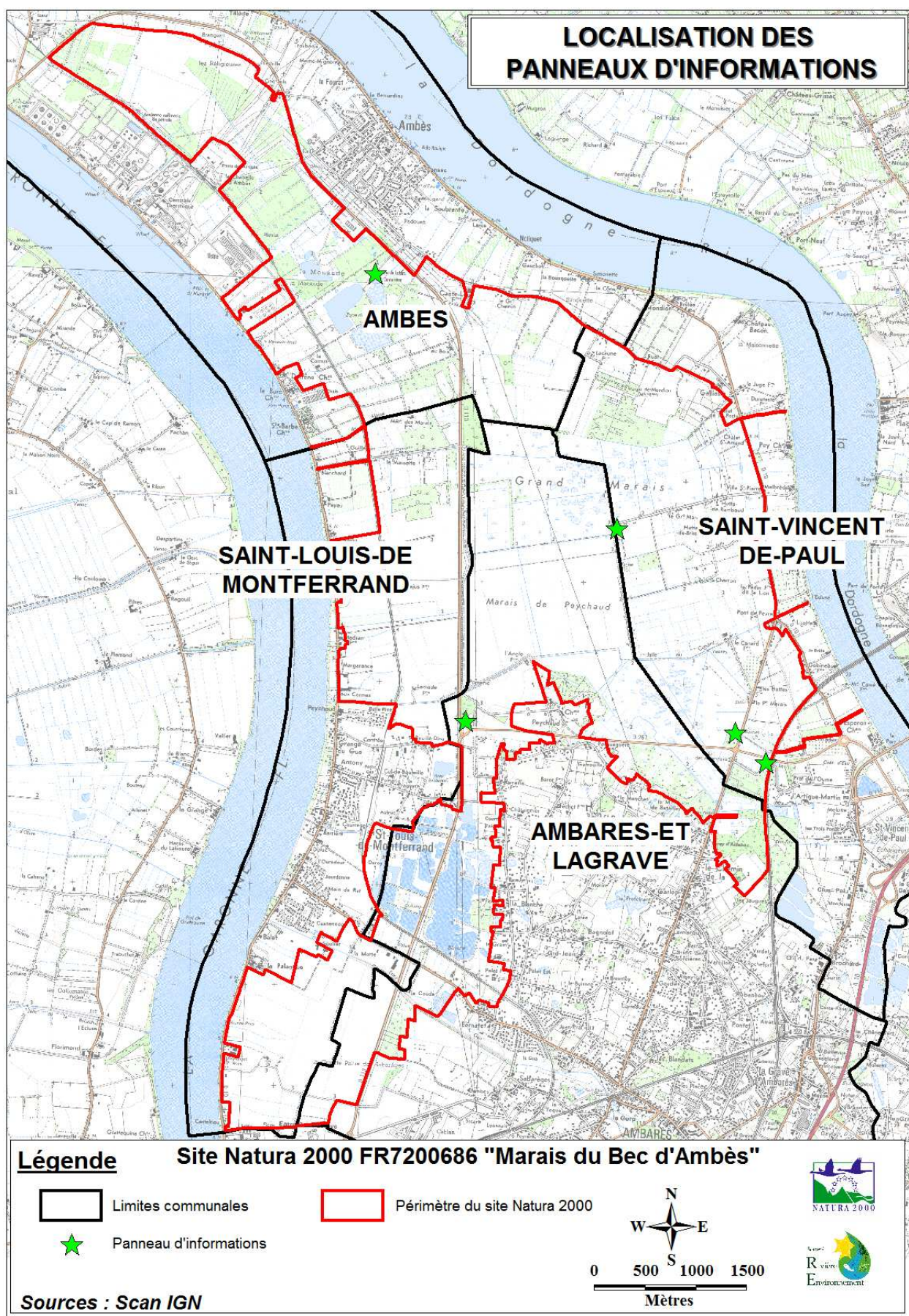
Comprenant un montage avec protection par vitrage incassable :

- vitrine étanche en aluminium pour éviter les risques de condensation dépôts de saleté, insectes.
- Pose sur le support+ pose information
- vitrage + dépose/pose pour renouvellement 2 fois
- impression en sérigraphie

- Budget prévisionnel sur 5 ans :
2966 € X 5 panneaux = **14830,4 € HT**

Financeurs potentiels :

- Contrat Natura 2000 :
Union Européenne (FEADER) 50%
Etat (MEDDE) 50%
- Hors contrat Natura 2000 :
Conseil général, collectivités locales



3.2.3. Maquette financière des contrats non agricoles non forestiers

3.2.3.1 Répartition annuelle des coûts

Les coûts des actions contractuelles ont été répartis en fonction du degré de priorité des actions, mais également en fonction de la facilité supposée ou non à contractualiser certaines actions. Ainsi des actions de priorité 1 débutent, dans le cadre du plan de financement, en année 2 (action GE1.8 par exemple).

La maquette financière traite des cinq premières années de mise en œuvre du document d'objectifs (période 2013-2018).

Les contrats Natura 2000 ayant une durée de 5 ans, les actions qui n'auront pas débutées en année 1 dans la maquette financière se prolongeront au-delà de la période de 5 ans étudiée.

C'est la raison pour laquelle le coût total prévisionnel des mesures est parfois différent du coût des mesures sur les cinq premières années du DOCOB.

Enfin, notons que les coûts affichés sont des coûts indicatifs.

Ils sont en effet évalués sur la base des objectifs de contractualisation atteints.

En outre, dans le cadre de l'animation, il se peut que des contrats de priorité 2 soient mis en œuvre avant des contrats de priorité 1 en fonction des opportunités.

Cf. page suivante le tableau de la maquette financière

3.2.3.2 Répartition des coûts par financeurs

Financier	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total/mesure
FEADER (50%)	117967,5	109472,25	152811	95329,5	110737	586317,25
MEDDE (50%)	117967,5	109472,25	152811	95329,5	110737	586317,25
Total/année	235935	218944,5	305622	190659	221474	1172634,5

Code action	Libellé de l'action	Priorité	Code mesure	Quantité	Objectif contractuel	Unité	Montant unitaire retenu	Possibilité de financement sur barème	Répartition prévisionnelle des coûts					Coût de la mesure sur les 5 ans du DOCOB	Coût total de la mesure
									Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5		
Les actions majeures															
GE1.5	Entretien des milieux semi-ouverts par girobroyage	1	A32305R	530,5	106	ha	2100	oui	74 200 €		74 200 €		74 200 €	222 600 €	222 600 €
GE1.6	Entretien des milieux ouverts et semi-ouverts par la fauche	1	A32304R	949	190	ha	2425	oui	92 150 €	92 150 €	92 150 €	92 150 €	92 150 €	460 750 €	460 750 €
GE1.7	Entretien des milieux ouverts par la fauche et le pâturage	1	A32304R	612	61	ha	2425	oui	29 585 €	29 585 €	29 585 €	29 585 €	29 585 €	147 925 €	147 925 €
GE1.8	Gestion pastorale d’entretien des milieux ouverts dans le cadre d’un projet de génie écologique	1	A32303R	100	20	ha	3900	oui		15 600 €	15 600 €	15 600 €	15 600 €	62 400 €	78 000 €
TU1.1	Aménagements du linéaire et des ouvrages de franchissement routier et de leurs abords pour le Vison d’Europe et la loutre	1	A32325P	15	8	nombre	10000	non	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €		80 000 €	80 000 €
					1500	ml/ouvrage	25 €/ml 7000 €/ouv.		19 500 €	19 500 €	12 500 €			51 500 €	51 500 €
Les actions importantes															
GE2.1	Gestion douce des mares et de leurs abords	2	A32309R	75	8	nombre	2425	oui		2 895 €	3 990 €	4 120 €	2 920 €	13 925 €	19 400 €
GE2.2	Restauration de la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques favorable aux habitats et espèces d’intérêt communautaire	2	A32312P et R A32314R et P	?	10	ha	24 250 €	oui			15 250 €		4 500 €	19 750 €	242 500 €
GE2.3	Réhabilitation et entretien des haies dégradées	2	A32306P A32306R	?	1000	ml	27 €	oui			11 750 €	11 750 €	1 750 €	25 250 €	27 000 €
GE2.5	Restauration des milieux enfrichés abandonnés par débroussaillage	2	A32301P	78,5	23,5	ha	2815	oui		32 783 €		16 685 €		49 468 €	66 153 €
TU2.1	Aménagements de panneaux d’informations visant à informer les usagers pour limiter leur impact	2	A32326P	—	5	nombre	2966	Non		5 932 €	8 898 €			14 830 €	14 830 €
Les actions secondaires															
GE3.1	Chantiers d’élimination ou de limitation d’espèces végétales et animales invasives	3	A32320P et R	?	1,05	ha	22275	Non	500 €	500 €	21 699 €	769 €	769 €	24 237 €	23 389 €
									235 935 €	218 945 €	305 622 €	190 659 €	221 474 €	1 172 635 €	1 434 046 €

3.3 L'ANIMATION DU DOCOB

Animation du DOCOB

Action transversale
Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Hors contrat

Objectifs stratégiques

O3 : Sensibiliser les acteurs locaux et les populations aux enjeux du site

Objectif(s) opérationnel(s)

Informier et impliquer les acteurs dans la démarche Natura 2000
Sensibiliser le public sur les richesses naturelles du site
Faire du DOCOB un outil porteur des politiques publiques environnementales
Animer le DOCOB

Habitats et espèces concernées

Tous

Justification de l'action

L'action d'animation a pour objectif d'assurer, par le biais de la mise en œuvre des actions du Document d'Objectifs, la préservation de tous les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire recensés. La conservation en bon état du site des marais d'Ambès nécessite une mission d'animation qui doit préparer la mise en œuvre des actions du DOCOB. Au-delà de la contractualisation d'actions, l'animation doit informer et sensibiliser les acteurs, permettre de mettre en relation les acteurs du site pour des actions communes et entretenir la dynamique Natura 2000 sur le site née lors du travail d'élaboration du DOCOB.

Surface/linéaire d'application de l'action

Tout le périmètre opérationnel (2692ha)

Description de l'action

Cette mission sera portée par un animateur désigné sur le territoire pour assurer l'interface entre le Document d'Objectifs et les acteurs locaux de manière à favoriser une mise en œuvre efficace de la démarche Natura 2000 sur les marais du Bec d'Ambès.

Il peut en outre avoir à connaître et donner son avis sur des études d'incidences de projets ou documents de planification (PLU notamment) en lien avec le site Natura 2000.

L'animateur devra rédiger un compte rendu annuel d'activités.

Il devra également rencontrer les agriculteurs du site pour envisager avec eux s'il est possible de contractualiser des Mesures Agro Environnementales territorialisées (MAEt). Cette mission sera facilitée par le nombre relativement réduit d'agriculteurs sur le site et la présence de structures connaissant bien les acteurs (Syndicat des marais, Chambre d'agriculture de la Gironde notamment).

La désignation d'un animateur ne doit toutefois pas empêcher les communes et autres acteurs locaux ayant participé à l'élaboration du DOCOB de faire la promotion de l'outil Natura 2000 auprès des populations locales et des éventuels porteurs de projets.

L'animateur devra se tenir informé de l'évolution de la législation concernant le nouveau programme du FEADER en 2013 qui pourrait modifier les modalités de contractualisation dans le cadre des contrats Natura 2000 non agricoles et non forestiers et des MAEt.

Calendrier de mise en œuvre

Convention d'une durée de 3 ans

Modalités de réalisation

<i>Actions d'animation</i>	<i>Déclinaisons possibles (non exhaustives)</i>
Assistance administrative pour le compte du comité de pilotage	<p><u>Réunions</u> : animation, comité de pilotage annuel, rédaction des comptes rendus, etc.</p> <p><u>Appels d'offres</u> (dans le cas où des prestataires extérieurs seraient consultés pour mener une action prévue dans le DOCOB) : Préparation des marchés d'assistance et/ou de sous-traitance, rédaction des cahiers des charges, suivi de la procédure de consultation, choix des candidats, etc</p> <p><u>Suivi financier</u> : participation à l'élaboration du budget prévisionnel, réalisation d'un bilan financier, demandes de subventions, etc</p>
Initiation et mise en œuvre des actions hors contrat d'information, communication, sensibilisation du DOCOB	<p><u>Actions d'information, de communication, de sensibilisation</u> : élaboration et diffusion de supports d'information (plaquettes, lettres d'information), organisation d'expositions, de réunions publiques à destination des membres du COPIL, des propriétaires, des exploitants, des porteurs de projets susceptibles d'avoir une incidence sur le site.</p> <p><u>Charte Natura 2000</u> : Recherche des adhérents potentiels, animation et promotion de la Charte Natura 2000</p> <p><u>Coordonner la mise en œuvre des actions hors contrat</u> : recherche de partenaires techniques</p>
Mise en œuvre du processus de contractualisation non agricole du DOCOB (Contrat Natura 2000 et Charte Natura 2000)	<p><u>Travail préparatoire</u> : Recensement des contractants potentiels, rencontres sur le terrain, etc</p> <p><u>Assistance technique et scientifique</u> : diagnostics parcellaires, choix des actions à engager, montage des dossiers, etc</p> <p><u>Suivi et évaluation des actions contractualisées</u> : soutien aux bénéficiaires, contrôle de la bonne exécution du contrat et du respect des cahiers des charges, etc</p>
Elaboration et mise en œuvre du processus de contractualisation agricole du DOCOB	<p><u>Travail préparatoire</u> : Recensement des contractants potentiels, rencontres sur le terrain, groupes de travail, etc</p> <p><u>Elaboration concertée des actions</u> : Elaboration du projet agro-environnemental du site. Avec chaque agriculteur volontaire, élaborer les MAEt correspondant aux enjeux et objectifs du site Natura 2000 et pouvant être mise en œuvre dans le cadre de chaque exploitation (nécessité de personnalisation des MAEt). Transmission de ces actions à la DDTM33 pour validation en CRAE.</p> <p><u>Assistance technique et scientifique</u> : diagnostics parcellaires, choix des actions à engager, montage des dossiers, etc</p> <p><u>Suivi et évaluation des actions contractualisées</u> : soutien aux bénéficiaires, contrôle de la bonne exécution du contrat et du respect des cahiers des charges, etc</p>

Suivre la mise en œuvre du DOCOB	<p><u>Suivis écologiques</u> : réalisation (ou organisation de la réalisation) des suivis des indicateurs des habitats et des espèces sur la base des cahiers des charges établis dans les DOCOB, suivi des mesures de gestion établies sur le périmètre, rédaction des notes de synthèse, etc</p> <p><u>Suivi des études scientifiques</u>: Participation aux réunions de travail et de restitution, veille sur la prise en compte des objectifs du DOCOB, etc</p> <p><u>Suivi des politiques publiques et des projets susceptibles d'impacter le site</u>: Traduction des objectifs du DOCOB dans les programmes d'actions en cours ou en projet sur le territoire (PLU, etc), suivi et potentiel accompagnement des projets publics ou privés (travaux ponctuels ou non) sur ou à proximité du site et potentiellement impactant.</p>
Mises à jour du DOCOB	Analyse des résultats des suivis, bilans financiers, élaboration des rapports de synthèse, intégration d'études complémentaires, etc

Maîtrise d'ouvrage de l'action

La CUB est pressentie pour porter l'animation du DOCOB

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Compte-rendu annuel d'activités de l'animateur

Plan de financement

Budget prévisionnel :

Sur la base d'une animation réalisée en interne par une collectivité publique (coût journée évalué à 250 € en année 1, majoré de 10€/an pour tenir compte des augmentations de charges, salaires, ...).

Actions d'animation	Répartition prévisionnelle en nombre de jours					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Assistance administrative pour le compte du comité de pilotage	2	2	2	2	4	12
Initiation et mise en œuvre des actions hors contrat d'information, communication, sensibilisation du DOCOB	30	25	25	25	30	135
Mise en œuvre du processus de contractualisation non agricole du DOCOB (Contrat Natura 2000 et Charte Natura 2000)	25	20	15	15	18	93
Elaboration et mise en œuvre du processus de contractualisation agricole du DOCOB	22	18	12	12	12	76
Suivi la mise en œuvre du DOCOB	5	10	10	10	10	45
Mises à jour du DOCOB	1	3	3	3	7	17
Sous total en jours	85	78	67	67	81	378
Sous total en € TTC	21250	20280	18090	18760	23490	101870

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER) 25%

Etat (MEDDE) 25%

Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG) 30%

Aujourd'hui, l'animation est aidée à 80% par les fonds publics.

Répartition prévisionnelle des coûts par financeurs

Sur la base du programme FEADER actuel (2007-2013)

financeurs	Part prise en charge	Répartition prévisionnelle des coûts					
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Europe	25%	5 312,50 €	5 070,00 €	4 522,50 €	4 690,00 €	5 872,50 €	25 467,50 €
Etat	25%	5 000,00 €	5 070,00 €	4 522,50 €	4 690,00 €	5 872,50 €	25 155,00 €
Agence de l'eau	30%	6 375,00 €	6 084,00 €	5 427,00 €	5 628,00 €	7 047,00 €	30 561,00 €
Autofinancement	20%	5 312,50 €	5 070,00 €	4 522,50 €	4 690,00 €	5 872,50 €	25 467,50 €
Total	100%	21 250,00	20 280,00	18 090,00	18 760,00	23 490,00	101 870,00

3.4. ACTIONS HORS CONTRAT

3.4.1 Les actions de gestion et d'entretien

Réalisation de plans de gestion des marais	GE1.1
	Hors contrat Politique de l'eau

Outils de mise en œuvre

Politique de l'eau (hors cadre Natura 2000)

L'outil de Déclaration d'Intérêt Général (article L211-7 du code de l'environnement) semble être le plus adapté pour la mise en œuvre de ce ou ces plans de gestion sur des secteurs dont les maîtres d'ouvrages n'auront pas forcément la maîtrise foncière.

Objectifs stratégiques

Les 4 objectifs stratégiques du DOCOB sont concernés par cette mesure

- O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O3 : Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site
- O4 : Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB.

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants
- Maintenir les pratiques favorables à la conservation des habitats
- Maintenir le fonctionnement hydrologique des marais respectant le cycle naturel de l'eau
- Réaliser un entretien raisonné des jalles, fossés et plans d'eau
- Maintenir une bande de végétation naturelle en bordure de jalles et fossés
- Restaurer les habitats abandonnés
- Améliorer la qualité de l'eau
- Restaurer les zones souillées par des dépôts d'ordures et remblais
- Améliorer les capacités d'accueil de la faune piscicole
- Lutter contre les espèces concurrentes invasives
- Encourager la réalisation des opérations d'entretien en période non perturbante
- Informer et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000
- Faire du DOCOB un outil porteur des politiques publiques environnementales
- Suivre l'évolution du site

Habitats et espèces concernées

- *Eaux stagnantes à végétation vivace oligotrophique planitiaire à collinéenne des régions atlantiques, des Littorelletea uniflorae* (3110-1)
- *Communautés annuelles oligotrophiques à mésotrophiques, acidiphiles, de niveau topographique moyen, planitiales à montagnardes, des Isoeto-Juncetea* (3130-5)
- *Ruisseaux et petites rivières eutrophes neutres à basiques* (3260-6)
- *Bidention des rivières et Chenopodion rubri* (hors Loire) (3270-1)

- *Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)* (6410)
- *Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes* (6430-1)
- *Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces* (6430-4)
- *Saulaies arborescentes à Saule blanc* (91E0-1)
- *Aulnaies-frênaies à Laîche espacée des petits ruisseaux* (91E0-8)
- *Cuivré des marais* (1060)
- *Cistude d'Europe* (1220)
- *Loutre d'Europe* (1355)
- *Vison d'Europe* (1356)

- Angélique à fruits variables (1607)

Et toutes autres espèces patrimoniales inféodées aux zones de marais

Justification de l'action

Une bonne gestion (hydraulique, écologique, des activités...) conditionne à la fois le maintien, voire la restauration des habitats naturels et d'espèces d'intérêt communautaire (prairies humides, roselières, mégaphorbiaies, Vison d'Europe, Loutre,...) des zones humides de la Presqu'île.

L'action a bien entendu une vocation écologique, mais également hydraulique en ce qui concerne la gestion des inondations sur la Presqu'île, les zones de marais constituant naturellement des zones de stockage de l'eau.

L'action participe de manière générale à la conservation des zones humides dans le cadre de la mise en application du futur SAGE estuaire et milieux associés et du respect de la loi sur l'eau, milieux de grand intérêt au-delà même des enjeux Natura 2000.

Elle permettrait d'envisager de manière globale coordonnée et planifier l'ensemble des actions liées à la gestion de l'eau prévues dans le DOCOB et assurer ainsi une vision d'ensemble des objectifs à poursuivre et des actions à mettre en œuvre.

La coordination de la gestion entre tous les acteurs des marais pourra se traduire par l'élaboration de plans de gestion globaux, visant, notamment, à maintenir ou améliorer l'état de conservation et la fonctionnalité des habitats et leur capacité d'accueil pour la faune, à partir des accords trouvés localement entre les acteurs nombreux concernant la gestion de l'eau (Syndicat des marais, ASA des dessécheurs, SPIPA, Syndicat de la jalle de Gereyme, ...).

Surface d'application de l'action

Un plan de gestion global (ou deux plans de gestion distincts) sera(ont) réalisé(s) à minima au niveau des deux principales entités humides que constituent les Marais du Bec d'Ambès :

-le Grand marais et le Petit marais d'Ambès (582ha).

Il pourrait également inclure pour plus d'efficacité le marais de Peychaud et les marais de la Menaude.

Enfin, la grande Palue de Sabarèges, de par ses spécificités, pourrait également faire l'objet d'un plan de gestion spécifique.

Description de l'action

L'action consiste à élaboration un ou de plusieurs plans de gestion globaux des marais constitutifs des Marais du Bec d'Ambès : elle comprendra la recherche d'une maîtrise d'ouvrage, des partenaires financiers, et la définition des cahiers des charges des missions d'élaboration des plans de gestion (confiées à des prestataires spécialisés).

Chaque plan de gestion global, réalisé en concertation avec les acteurs, comprendra :

1. un état des lieux environnemental des marais portant sur :

- leurs fonctionnements physique et hydraulique (régulation hydraulique du régime des eaux, relation avec les nappes et les cours d'eau), chimiques (interception des matières en suspension, auto-épuration, tampon contre les intrusions salines...), rappel des fonctions biologiques, puis définition de leurs rôles fonctionnels (amélioration de la qualité de l'eau, maintien ou reconquête de la biodiversité, limitation de l'impact des inondations...);

- l'état des ouvrages ;

- les usages.

2. la définition des objectifs de gestion ;

3. la proposition d'un plan d'actions, qui définira, notamment, la gestion des niveaux d'eau, par entité cohérente, et les travaux à mener sur le réseau hydrographique et les ouvrages hydrauliques.

Une période de cinq ans paraît raisonnable pour étaler les actions.

4. la définition d'indicateurs de suivi et d'évaluation du plan d'actions. Il s'agira alors au bout de 5 ans de réviser le plan de gestion en fonction des résultats enregistrés.

Ces plans de gestion devront prendre en compte l'objectif de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire, notamment du Vison d'Europe. Les secteurs aux fonctionnalités écologiques devront être ciblés pour engager des actions de restauration (par exemple par la reconnexion hydraulique de zones humides).

La gestion des niveaux d'eau dans les marais sera une question centrale : la gestion aujourd'hui pratiquée au sein du grand et du petit marais par le syndicat des marais visant à laisser les marais se ressuyer naturellement au printemps sans manœuvre d'ouvrages hydrauliques doit être poursuivie, cette dernière étant particulièrement favorable au développement de la biodiversité.

L'outil de Déclaration d'Intérêt Général (article L211-7 du code de l'environnement) semble être le plus adapté pour la mise en œuvre de ce ou ces plans de gestion sur des secteurs dont les maîtres d'ouvrages n'auront pas forcément la maîtrise foncière.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Outre la possibilité offerte à l'animateur du site Natura 2000 (nécessitant l'accord des propriétaires et gestionnaires des terrains concernés), d'autres maîtrises d'ouvrage potentielles apparaissent :

- Le Syndicat des Marais, gestionnaire du Grand et du Petit marais, serait le maître d'ouvrage idéal pour porter un plan de gestion à minima sur ces deux secteurs.
- Un plan de gestion sur la palue de Sabarèges pourrait être porté par le Grand Port Maritime de Bordeaux, propriétaire du site.
- En fonction des statuts, le SPIPA ou l'ASA des Déssecheurs seraient également susceptibles de se porter maître d'ouvrage.

Cette action sera dans tous les cas à mener en étroite collaboration avec l'animateur du SAGE estuaire et milieux associés.

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Elaboration effective du ou des plans de gestion

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, SMIDDEST (animateur SAGE), Fédération Départementale des chasseurs, Fédération Départementale des Pêcheurs, chasseurs et pêcheurs (associations locales), Chambre d'agriculture de la Gironde, Association des Amis des marais, Agence de l'eau, Conseil Général de la Gironde Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières et zones humides (CATERZH), service police de l'eau de la DDTM Gironde.

Plan de financement

Budget prévisionnel

Le budget est impossible à prévoir à ce stade, il dépendra essentiellement de deux variables :

- La structure chargée de d'élaborer le ou les plans de gestion (en régie ou recrutement d'un prestataire)
- Les secteurs (surface) à engager dans le plan de gestion.

Une enveloppe de 30 000 € HT pour un plan de gestion incluant le Grand et le Petit Marais ne semble pas surévaluée.

Financeurs potentiels :

Agence de l'Eau (plafond de 50%), Conseil Général (plafond de 30%), Conseil Régional ?.

Gestion douce des jalles, fossés et de leurs abords

GE1.2

Hors contrat
Politique de l'eau

Outils de mise en œuvre

Politique de l'eau (hors cadre Natura 2000)

L'outil de Déclaration d'Intérêt Général (article L211-7 du code de l'environnement) semble être le plus adapté pour la mise en œuvre de cette action sur des secteurs dont les maîtres d'ouvrages n'auront pas forcément la maîtrise foncière.

Charte Natura 2000

PS : Il est rappelé que toute intervention dans le lit d'un cours d'eau (temporaire ou permanent) est soumise à déclaration ou autorisation (en fonction de la nature des travaux), en application des articles L211-1 à L214-1 et suivants du Code de l'Environnement. Il est conseillé de se rapprocher du Service police de l'eau de la DDTM Gironde.

Objectifs stratégiques

- O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Préserver les habitats naturels et habitats d'espèces existants
- Réaliser un entretien raisonné des jalles, fossés et plans d'eau
- Maintenir une bande de végétation naturelle en bordure de jalles et fossés
- Améliorer la qualité de l'eau
- Améliorer les capacités d'accueil de la faune piscicole
- Lutter contre les espèces concurrentes invasives
- Encourager la réalisation des opérations d'entretien en période non perturbante

Habitats et espèces concernées

Eaux stagnantes à végétation vivace oligotrophique planitiaire à collinéenne des régions atlantiques, des Littorelletea uniflorae (3110-1)

- Communautés annuelles oligotrophiques à mésotrophiques, acidiphiles, de niveau topographique moyen, planitiales à montagnardes, des Isoeto-Juncetea (3130-5)
- Ruisseaux et petites rivières eutrophes neutres à basiques (3260-6)
- Bidentation des rivières et Chenopodion rubri (hors Loire) (3270-1)

- Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes (6430-1)
- Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (6430-4)
- Saules arborescentes à Saule blanc (91E0-1)
- Aulnaies-frênaies à Laîche espacée des petits ruisseaux (91E0-8)
- Cuivré des marais (1060)
- Cistude d'Europe (1220)
- Loutre d'Europe (1355)
- Vison d'Europe (1356)
- Angélique à fruits variables (1607)
- Faune piscicole

Justification de l'action

Le réseau hydrographique des marais de la Presqu'île est constitué de jalles et fossés qui font l'objet d'un entretien, planifié ou non, porté par différentes structures (Syndicat des marais, ASA des Dessécheurs, Syndicat de la jalle de Gereyme, privés, ...). Ce réseau hydrographique est à la croisée des enjeux du site : écologiques, économiques, de loisirs.

Pour une grande majorité de la faune des marais, les jalles et fossés en eau constituent un milieu de vie complémentaire et indissociable des prairies environnantes. Ils abritent aussi une flore.

Outre leur rôle vis-à-vis de la flore et de la faune, les jalles et fossés remplissent de nombreuses fonctions d'intérêt privé ou d'intérêt général : drainage du marais en période de hautes eaux, délimitation des parcelles, abreuvoirs et réserves d'eau, éléments remarquables du paysage.

Les berges des jalles et fossés et leurs abords constituent un espace à l'interface entre les milieux aquatiques et terrestres. Elles jouent un grand rôle pour l'abri, la reproduction, la recherche de nourriture de nombre d'espèces, dont certaines d'intérêt communautaire, utilisant l'un ou l'autre de ces milieux, ou les deux à la fois. Les exigences écologiques de ces espèces doivent donc être prises en compte par une gestion douce des berges et de leurs abords.

Surface/linéaire d'application de l'action

L'ensemble des zones humides constituant le site Natura 2000 est concerné, soit environ 2550 ha si on exclut les zones en eau (gravières). Les zones de marais (cultivés ou non) sont concernées en particulier.
Le linéaire de jalles et de fossés n'a pu être évalué.

Description de l'action

L'objectif de l'action est de mettre en œuvre une politique de gestion cohérente à l'échelle du site de l'ensemble des berges et du lit des jalles et fossés inclus dans le périmètre Natura 2000.

Cette action a pour but d'adapter le programme de travaux des différents intervenants (Syndicat des Marais, ASA des Dessécheurs, Syndicat de Gereyme, SPIPA) qui ont compétence en matière de gestion du réseau hydrographique en prenant en compte les exigences en matière de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

A travers cette action il est recherché la restauration, l'amélioration et le maintien d'une bonne typicité des formations végétales riveraines ainsi qu'une bonne alternance de l'éclairement du lit mineur des cours d'eau. Cette action s'appuie sur la réalisation d'un programme pluriannuel de travaux d'entretien régulier.

Modalités techniques de mise en œuvre :

- L'intervention devra s'appuyer sur un diagnostic préalable récent qui justifiera les différentes interventions envisagées et l'ensemble des travaux devra être suivi par le maître d'ouvrage ou un maître d'œuvre (ou technicien rivière) qui sera responsable du niveau d'intervention pratiqué et qui aura préalablement marqué l'ensemble des interventions à réaliser (arbres à abattre, embâcles à extraire, ...)
- les curages qui consistent à enlever la végétation et les dépôts de sédiments du fond du lit seront ciblés et seront limités au respect du profil d'équilibre ; ils ne devront être réalisés qu'en cas d'absolue nécessité et ne devront concerner que des secteurs limités ; on leur préférera un enlèvement superficiel des matériaux
- Les dépôts de vase seront étalés au maximum à bonne distance de la berge pour éviter toute création de bourrelet et modification de l'habitat rivulaire (les formations de hautes herbes en bordure immédiate de jalles ou fossés devront au maximum être préservées de ces dépôts)
- le recalibrage qui a pour objet d'approfondir et d'élargir les cours d'eau au-delà de leur lit naturel est quant à lui proscrit
- Toutes les précautions seront prises de manière à ne pas détériorer les berges, le lit et la végétation rivulaire : ainsi, il sera nécessaire d'adapter les modalités d'interventions à la nature des terrains (hydromorphie) et aux conditions d'accès.
- Les berges seront maintenues ou profilées en pente douce pour permettre le développement de la végétation et augmenter l'interface milieu aquatique/milieu terrestre de grand intérêt biologique
- Pour la gestion des formations végétales riveraines : l'utilisation d'engins mécaniques du type épareuse est proscrite à l'exception des secteurs où la végétation ligneuse est absente et en préparation des travaux de revégétalisation
- Le brûlage des rémanents est interdit ; ces derniers seront soit broyés et dispersés en berge ou exportés pour une valorisation éventuelle
- Les souches seront conservées et arasées le plus bas possible
- L'entreprise qui sera affectée à ces travaux devra avoir une expérience en matière de gestion de milieux naturels
- Absence de traitement phytosanitaire (sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral)

- L'enlèvement et le stockage des produits de coupe au moyen du débardage animal seront favorisés dans la mesure du possible.

La période d'intervention devra, dans la mesure du possible liée à l'engorgement des sols, être comprise entre le 1er septembre et le 15 mars afin notamment de respecter la période de non intervention pour le Vison d'Europe correspondant à la phase de mise à bas et d'émancipation des jeunes d'avril à septembre.

- Sur les secteurs susceptibles d'être fréquentés par le Vison d'Europe, s'assurer que les précautions sont prises pour éviter toute mortalité par les engins mécaniques

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Actuels maîtres d'ouvrages d'entretien des jalles :

Syndicat des Marais, ASA des Dessécheurs, Syndicat de Gereyme, SPIPA

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

- Elaboration d'un plan de gestion pluriannuel d'intervention
- Mise en œuvre de ce programme pluriannuel d'entretien
- Suivi et prospections de terrain par le maître d'œuvre (ou technicien rivière) du maître d'ouvrage
- Restitution cartographique au 1/25000^{ème} des linéaires de cours d'eau et fossés concernés par les opérations de gestion.
- Mise en œuvre d'opérations d'entretien

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du DOCOB, SMIDDEST (animateur SAGE), Conseil Général de la Gironde Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières et zones humides (CATERZH), Agence de l'Eau Adour-Garonne, Service police de l'eau de la DDTM Gironde, Fédération de pêche de la Gironde

Financeurs potentiels

Conseil Général – Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières (CATERZH)

Agence de l'Eau Adour Garonne

Conseil Régional d'Aquitaine

Gestion écologique des niveaux d'eau dans les marais	GE1.3
	Charte Natura 2000 Hors contrat (politique de l'eau)

L'action GE1.3 est intégralement reprise dans la charte Natura 2000 dans les engagements et recommandations pour :

- les milieux humides ouverts (paragraphe 3.2.4)
- les blancs de tonne et mares (paragraphe 3.2.6).

Elle n'est pas contractualisable dans le cadre d'un contrat Natura 2000. Nous ne la détaillerons donc pas ici (se reporter à la charte), mais en donnerons les grandes lignes.

Cette action s'adresse en particulier au Syndicat des marais.

Elle vise le maintenir de la gestion de l'eau actuelle consistant, après la période de remplissage hivernal des marais, à laisser faire le milieu en ce qui concerne l'évacuation des eaux, afin d'obtenir un ressuyage naturel progressif plus ou moins rapide en fonction des conditions climatiques.

Aucune manoeuvre d'ouvrages hydrauliques n'est prévue pour évacuer l'eau.

On observe donc une baisse progressive des niveaux d'eau au sein des prairies humides, roselières, bois marécageux, blancs de tonne très favorable à la bonne dynamique des habitats naturels et au bon déroulement du cycle de vie des espèces (reproduction, ...).

Le suivi de la mesure peut être réalisé par trois méthodes :

- réaliser un bilan annuel (ou pluriannuel) du nombre de chartes engagées
- vérifier la mention de la mesure dans le règlement du syndicat des marais
- vérifier sur place en période printanière l'évolution des niveaux d'eau.

Conservation des boisements et des haies existantes

GE1.4

Charte Natura 2000

Cette action est intégralement reprise dans la charte Natura 2000 dans les engagements et recommandations pour :

- les milieux forestiers (paragraphe 3.2.1)
- les milieux prairiaux non humides (paragraphe 3.2.3)
- les formations arborées hors forêt (paragraphe 3.2.7)

Elle s'adresse en particulier aux propriétaires et ayant droits.

Elle n'est pas contractualisable dans le cadre d'un contrat Natura 2000. Nous ne la détaillerons donc pas ici (se reporter à la charte), mais en donnerons les grandes lignes.

L'enjeu réside dans la conservation des boisements naturels existants et notamment des boisements d'intérêt communautaire :

- Forêts alluviales à *Alnus Glutinosa* et *Fraxinus Excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion Albae*)*
- Forêts mixtes de *Quercus robur*, *Ulmus laevis*, *Ulmus minor*, *Fraxinus excelsior* ou *Fraxinus angustifolia* riveraines des grands fleuves (*Ulmenion minoris*).

Les forêts marécageuses constituent le biotope préférentiel pour le Vison d'Europe et la Loutre (annexe II de la Directive « Habitats ») et des épurateurs naturels de la qualité des eaux.

La conservation des haies dans les zones de marais ou agricoles est également fondamentale pour le maintien du biotope bocager.

La mosaïque des complexes forestiers situés au sein du site des marais du Bec d'Ambès constitue un biotope à part entière, ainsi qu'un corridor écologique important au sein du site, mais également à une échelle géographique plus large.

Outre l'animateur du site, le Centre Régional de la Propriété Forestière d'Aquitaine (CRPF) peut être associé à la démarche.

Le suivi de la mesure peut être réalisé sous deux aspects :

- réaliser un bilan annuel (ou pluriannuel) des superficies de boisements sous charte
- évaluer la superficie totale de boisements du site 5 ans après la validation du DOCOB et comparer avec l'état initial (diagnostic du DOCOB).

Maîtrise foncière à fins conservatoires et de valorisation des espaces d'intérêt

GE2.4

Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Politique d'acquisition foncière ou de gestion foncière des collectivités et des organismes ou associations agréés au titre de la protection de la nature

Objectifs stratégiques

- O1 : Maintenir les surfaces et les fonctionnalités des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O3 : Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site

Objectif(s) opérationnel(s)

Tous les objectifs opérationnels des objectifs O1, O2 et O3.

Habitats et espèces concernées

Tous les habitats et toutes les espèces

Justification et description de l'action

La maîtrise foncière par acquisition ou la maîtrise d'usage par convention peut faciliter la mise en œuvre des actions de protection et de gestion des habitats naturels et espèces patrimoniales et de la biodiversité en général. Les contrats Natura 2000 sont en effet non obligatoires et ne permettront pas de pallier à l'ensemble des objectifs opérationnels.

Si le Grand et le Petit Marais, propriété indivise des communes et gérés par le Syndicat des marais ne nécessitent pas cette action, d'autres secteurs pourraient le justifier :

- pour une gestion conservatoire de la biodiversité en présence
- pour une restauration de celle-ci suivie d'une gestion conservatoire.

Les actions entreprises par les collectivités locales en particulier doivent être poursuivies. On peut également citer la politique d'acquisition et de gestion des zones humides menée par la fédération départementale des chasseurs. Outre l'acquisition de terrains, c'est surtout la maîtrise de leur gestion qui compte, l'acquisition ne signifiant pas la mise sous cloche, mais bien la valorisation de la biodiversité par les activités humaines le permettant (agriculture d'élevage,...).

L'action porte en priorité sur les parcelles d'habitats ou habitats d'espèces d'intérêt communautaire menacées et sur les secteurs dégradés (friches, remblais, ...) pour remise en état.

L'action peut aussi porter aussi sur des parcelles cultivées afin de les convertir en prairies humides.

Les transactions entre propriétaires privés demeureront possibles.

Surface/linéaire d'application de l'action

L'ensemble du site Natura 2000 (2692ha)

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Opérateurs fonciers potentiels:

Communes, CUB, Conseil Général de la Gironde, Fondation Nationale pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage (FNPHFS), Fédération Départementale des Chasseurs, LPO Aquitaine, SEPANSO, SAFER, Conservatoire des Espaces Naturels d'Aquitaine.

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Superficies acquises (ou éventuellement louées ou en conventions de gestion).
Suivi de l'évolution biologique des parcelles acquises.

Assistance techniques / structures ressources

Animateur du site, collectivités locales, SAFER, Chambre d'Agriculture, Agence de l'Eau Adour Garonne, SMIDDEST (animateur SAGE)

Financeurs potentiels

Agence de l'eau Adour Garonne
Union Européenne (FEADER)
Etat (MEDDE)

3.4.2 Les actions relatives à des travaux d'équipement

Chantiers de nettoyage des dépôts sauvages	TU1.2
	Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Politique volontariste des communes, propriétaires, gestionnaires, fédérations ou associations d'usagers ou de protection de l'environnement

Objectifs stratégiques

- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Objectif(s) opérationnel(s)

- Restaurer les zones souillées par des dépôts d'ordures et de remblais

Habitats et espèces concernées

Tous (mais essentiellement les fossés, zones de marais, chemins).

Justification de l'action

Le site des marais d'Ambès est régulièrement dégradé par des dépôts sauvages d'ordures en tous genres facilités par la présence de routes traversant les marais. Déchets de chantiers, déchets verts et déchets ménagers sont les plus fréquents parmi les encombrants déposés.

Le problème ne semble pas pouvoir être enrayé malgré les dépôts de plainte et les campagnes de nettoyage réalisées régulièrement (communes, fédération de chasseurs, ...).

Outre l'aspect visuel, le risque de contamination des eaux par des polluants contenus dans les déchets abandonnés, de comblement du réseau hydrographique et de remblaiement des zones humides incitent à poursuivre les actions de nettoyage.

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

L'action concerne en premier lieu l'organisation de campagnes de nettoyage par secteurs des déchets déposés. Il semble important de traiter tout autant les secteurs de petits dépôts d'ordures que les plus importants, la présence des premiers entraînant souvent d'autres dépôts.

Les déchets récupérés seront ensuite valorisés selon les filières de tri habituelles.

Il s'agit ensuite de faire application systématique du pouvoir de police municipale en cas de flagrant délit.

L'action pourrait être complétée par l'implantation de panneaux d'interdiction de déposer les ordures rappelant la réglementation dans ce domaine (peine encourue).

Elle pourrait également se traduire par la fermeture aux véhicules de certains chemins connus pour recevoir fréquemment ce type de dépôts par la mise en place de barrières ou autres types d'aménagements.

De même, l'ouverture d'une déchetterie sur le secteur qui relève de la politique déchet de la CUB pourrait peut-être permettre de faire diminuer les dépôts sauvages.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Collectivités, propriétaires, gestionnaires, ...

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Volume de déchets collectés

Nombre de dépôts d'ordures traités

Nombre de procédures engagées contre les contrevenants

Financeurs potentiels

Il ne semble pas exister d'aides spécifiques pour mener cette action qui sera financé sur fonds propres des collectivités ou sur initiatives privées gracieuses.

En cas de mise en œuvre de l'action dans le cadre d'un plan de gestion des marais ou du réseau hydrographique déclaré d'intérêt général, les financements de la politique de l'eau pourront être utilisés.

Financeurs potentiels:

Communes, Agence de l'Eau, Conseil Général, Conseil Régional.

3.4.3 Les actions d'études et de suivi

Programme d'amélioration et de suivi de la qualité de l'eau	SE2.1 Hors contrat (politique de l'eau)
--	--

Outils de mise en œuvre

Hors contrat
Politique de l'eau

Objectifs stratégiques

- O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- O4 : Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB

Objectif(s) opérationnel(s)

Améliorer la qualité de l'eau
Améliorer la connaissance des milieux et des espèces
Suivre l'évolution du site

Habitats et espèces concernées

Habitats aquatiques et humides
Toutes les espèces

Justification de l'action

La fonctionnalité écologique des marais du Bec d'Ambès relèvent en partie de la qualité de l'eau qui y circule. Les marais sont en connexion avec les eaux de ruissellement du bassin versant (écoulements naturels) et les eaux de la Garonne et de la Dordogne via les jalles de prise d'eau. Peu de données existent sur la qualité des eaux de surface. Le bassin versant est fortement anthropisé et susceptible de drainer des pollutions (industrielles, domestiques, agricoles, ...). Des systèmes d'assainissement autonomes défaillants sont présents. L'estey du Gua, certes canalisé et sans relation avec les zones humides riveraines, reçoit le rejet de la station d'épuration intercommunale d'Ambarès qui engendre (avec d'autres paramètres) le déclassement de la masse d'eau. Des problèmes d'acidité d'origine inconnue sont également relevés dans les gravières de Cantefrêne. Les industries lourdes voisines du site peuvent également être source de pollution accidentelle significative (comme en 2007).

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

Il s'agit de mettre en œuvre de la politique de l'eau visant l'amélioration continue de la qualité des eaux dans le respect du SDAGE Adour Garonne et du SAGE Estuaire. Une station de contrôle de la qualité des eaux du Gua à Ambarès et Lagrave (code RNDE 05073100) localisée au pont de la D113 à Ambarès et Lagrave nous renseigne sur l'état de ses eaux.

Des relevés ponctuels pluriannuels sur d'autres secteurs du réseau hydrographique et des marais pourraient être réalisés.

SATESE : Service d'Assistance Technique aux Exploitants des Stations d'Épuration

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

Communes : Les communes ont un rôle important à jouer par le biais de l'élaboration de leur document d'urbanisme en évitant d'urbaniser des zones non dotées de l'assainissement collectif et répertoriées dans les Schémas directeurs d'assainissement (parfois anciens) comme non favorables à l'assainissement individuel.

DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) : Service de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Industriels : Aménagement de leurs sites pour empêcher les rejets et ruissellements chargés en matières polluantes.

Chambre d'agriculture/agriculteurs : Poursuivre les efforts engagés par la profession pour la diminution du nombre et des doses de traitements.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Collectivités, propriétaires privés, industriels, agriculteurs,...

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

- S'assurer de l'absence de pollution
- S'assurer du bon fonctionnement des stations d'épuration existantes et des systèmes d'assainissement individuels.
- S'assurer périodiquement de la qualité globale de l'eau sur des jalles et des secteurs de dépression des marais retenant les eaux.

Financeurs potentiels

Industriels
Collectivités territoriales
Agence de l'eau Adour Garonne
Particuliers équipés en assainissement individuel

Suivi cartographique de l'évolution des habitats naturels et de l'état de conservation des milieux ouverts	SE3.1
	Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Animation du DOCOB

Objectifs stratégiques

O4 : Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB

Objectif(s) opérationnel(s)

Améliorer la connaissance des milieux et espèces
Suivre l'évolution du site

Habitats et espèces concernées

Tous

Justification de l'action

Suivi cartographique de l'évolution des complexes d'habitats et notamment des habitats d'intérêt communautaire pour évaluer la dynamique des habitats.
Suivi de l'évolution des milieux ouverts prairiaux (enjeu fort du DOCOB)

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

L'objectif de l'action est de mettre en place un outil cartographique sous Système d'Information Géographique (S.I.G) de suivi de l'évolution des surfaces, à minima, des habitats naturels d'intérêt communautaire et de leur état de conservation.

Ce protocole, qui pourra être réalisé en année 3, permettra de suivre l'évolution de la végétation et de cibler les secteurs à restaurer. Il devra également permettre de suivre l'évolution des habitats prairiaux pour réorienter si besoin la stratégie d'actions.

Modalités de réalisation :

- Acquisition des photos aériennes les plus récentes sur le site,
- Evaluation des modifications d'occupation des sols par photo-interprétation,
- Prospection ponctuelles de terrain,
- Actualisation de la base de donnée « Habitats » : surfaces, état de conservation des polygones habitats (selon la méthodologie utilisée durant l'élaboration du DOCOB),
- Intégration des résultats du suivi dans le bilan annuel du DOCOB.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Animateur du DOCOB

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Evolution des surfaces des habitats

Plan de financement

Déjà budgétisé dans la mission d'animation.

Financeurs potentiels :

Union Européenne (FEADER)

Etat (MEDDE)

Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG)

Autofinancement par le porteur de l'animation du DOCOB

Amélioration des connaissances et suivi des espèces d'intérêt communautaire	SE3.2
	Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Animation du DOCOB

Objectifs stratégiques

O4 : Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB

Objectif(s) opérationnel(s)

Améliorer la connaissance des milieux et espèces

Suivre l'évolution du site

Habitats et espèces concernées

Cuivré des marais, Vison d'Europe, Loutre, Angéliques à fruits variables, Cistude d'Europe

Chiroptères

Autres espèces d'intérêt communautaire éventuelles

Justification de l'action

Compléter les données de présence des espèces d'intérêt communautaire dont le statut n'est pas précisément connu sur le site.

Le Groupe Chiroptères Aquitaine dispose de données de présence du Grand Rhinolophe qui n'ont pu être vérifiées dans le cadre du DOCOB.

D'autres espèces d'intérêt communautaire non répertoriées dans le diagnostic pourraient éventuellement être présentes et venir compléter le DOCOB.

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

Nous ne détaillerons pas ici les modalités spécifiques de réalisation des inventaires à réaliser pour chaque taxon.

L'objectif est de procéder à des inventaires spécifiques pour déterminer le statut des différentes espèces.

Les habitats préférentiels seront à prospecter selon des protocoles pré-définis.

Pour les chiroptères, téléprospection et/ou recherche des gîtes hivernaux pourront être menés.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Animateur du DOCOB

Assistance technique

Animateur du DOCOB, CEN Aquitaine, associations naturalistes, bureaux d'études naturalistes

Plan de financement

Budget prévisionnel de **20 000 €** sur les 5 ans du DOCOB

Financeurs potentiels : Union Européenne (FEADER), Etat (MEDDE), Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG), Autofinancement par le porteur de l'animation du DOCOB

Amélioration des connaissances et suivi des peuplements piscicoles	SE3.3
	Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Animation du DOCOB
Politique de l'eau

Objectifs stratégiques

O4 : Améliorer la connaissance des enjeux biologiques et évaluer les résultats par un suivi des actions du DOCOB

Objectif(s) opérationnel(s)

Améliorer la connaissance des milieux et espèces
Suivre l'évolution du site

Habitats et espèces concernées

Faune piscicole

Justification de l'action

Aucune donnée permettant d'évaluer les peuplements piscicoles des jalles et marais n'a permis de caractériser la population piscicole des marais du bec d'Ambès. Les zones de marais à proximité de l'estuaire de la Gironde sont traditionnellement des zones de reproduction et/ou de développement des juvéniles de certaines espèces. Un suivi spécifique de certaines jalles ciblé sur l'anguille doit pourtant être réalisé par MIGADO dans le cadre du programme Indicang.

Les poissons sont la principale ressource alimentaire du Vison d'Europe et la loutre, espèces phares des marais du Bec d'Ambès.

Certaines espèces de poissons sont également de bons indicateurs de qualité des milieux comme le brochet qui a besoin de prairies ou boisements inondés pour se reproduire.

L'acquisition de connaissances sur la faune piscicole présente ainsi un intérêt certain.

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

L'objectif de l'action est donc de procéder à des pêches d'inventaires (pêches électriques) sur des secteurs de jalles et des secteurs de marais. Un suivi pluriannuel sur ces mêmes points de pêche permettra d'évaluer l'état des stocks.

En fonction des espèces ciblées, il y aura lieu de privilégier les périodes favorables à leur présence des migrateurs susceptibles de remonter les axes Garonne et Dordogne depuis l'estuaire.

Pour mettre en œuvre l'action, il sera nécessaire de se rapprocher de l'animateur du SAGE estuaire et de Migado pour évaluer les données en leur possession et globaliser l'action sur les marais du Bec d'Ambès avec d'autres opérations d'inventaires à l'échelle des marais de l'estuaire.

Les données récupérées pourront venir compléter le DOCOB.

Si possible, suivre l'abondance spécifique.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Animateur du DOCOB

Assistance technique

Animateur SAGE estuaire, ONEMA, Fédération de pêche de la Gironde, Association MIGADO, Prestataires spécialisés dans les pêches électriques, AAPPMA locale

Plan de financement

Possibilité de mutualiser l'action avec les programmes de suivis de l'ONEMA, de la Fédération de Pêche de la Gironde ou de Migado.

Nous ne prévoyons donc pas de budget spécifique pour cette action.

Financeurs potentiels :

Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

Ministère de l'Environnement

Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG)

3.4.4 Les actions de sensibilisation et d'information

Sensibiliser et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000	PI1.1 Hors contrat
--	-------------------------------------

Outils de mise en œuvre

Animation du DOCOB

Objectifs stratégiques

O3 : Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site

Objectif(s) opérationnel(s)

Informier et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000

Habitats et espèces concernées

Tous

Justification de l'action

La politique de gestion Natura 2000 étant principalement basée sur le volontariat des acteurs, le succès de la démarche, tant dans la prévention des dégradations du site Natura 2000 que dans la mise en œuvre des mesures de gestion, nécessite l'adhésion et l'implication des acteurs du territoire.

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

Il s'agit de mettre en oeuvre des actions de communication permettant de tenir informé l'ensemble des acteurs locaux (membres du Copil, communes...) de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du Docob :

- Edition d'une lettre d'information semestrielle ou annuelle synthétisant les démarches engagées (format numérique et/ou papier);
- Insertion d'articles dans les journaux municipaux ou de la CUB ;
- Alimentation et actualisation d'un site Internet dédié au site Natura 2000.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Animateur du DOCOB

Assistance technique

Réseau départemental ou régional des animateurs et opérateurs Natura 2000

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Nombre et périodicité des lettres d'information

Fréquence de mise à jour effective du site internet

Nombre d'articles publiés dans la presse.

Plan de financement

Action déjà budgétisée dans ma mission d'animation.

Financeurs potentiels :

Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

Etat (MEDDE)

Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG)

Informer la population et les acteurs locaux des richesses naturelles du site

PI2.1

Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Animation du DOCOB

Objectifs stratégiques

O3 : Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site

Objectif(s) opérationnel(s)

Sensibiliser le public sur les richesses naturelles du site

Habitats et espèces concernées

Tous

Justification de l'action

La politique de gestion Natura 2000 étant principalement basée sur le volontariat des acteurs, le succès de la démarche globale de conservation en bon état du site des marais du Bec d'Ambès implique une information sur la raison d'être du site Natura 2000 de la population et des acteurs du territoire.

Cela participe également à l'éducation à l'environnement (préservation de la biodiversité dans ce cas de figure) des citoyens.

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

Il s'agit de mettre en œuvre des actions de communication axées sur la diffusion de l'information relative aux richesses naturelles du site :

- Réalisation de documents d'informations sur les espèces et habitats naturels du site (d'intérêt communautaire, mais plus généralement de fort intérêt) ;
- Réalisation d'une exposition itinérante sur les richesses naturelles du site, son histoire, ses habitants et ses usages traditionnels. L'exposition sera présentée et mise à disposition des mairies, espaces publics et touristiques, écoles... ;
- Organisation de sorties découvertes lors des événements déjà existants comme la visite des marais par l'association des amis des marais de Montferrand, la « Journée mondiale des zones humides », la « Fête de la nature »... ;
- Actualisation du site internet (cf. action PI1.1).

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Animateur du DOCOB

Assistance technique

Réseau départemental ou régional des animateurs et opérateurs Natura 2000, Atelier Technique des Espaces Naturels, communes, ...

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Nombre et périodicité des lettres d'information
Fréquence de mise à jour effective du site internet
Nombre d'articles publiés dans la presse.

Plan de financement

Action déjà budgétisée dans la mission d'animation.

Financeurs potentiels :

Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)
Ministère de l'Environnement
Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG)

Informar, sensibiliser, former les usagers à la reconnaissance des espèces exotiques invasives et aux moyens de lutte	PI2.2
	Hors contrat

Outils de mise en œuvre

Animation du DOCOB

Objectifs stratégiques

O2 : Reconquérir la qualité et la fonctionnalité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
O3 : Sensibiliser les acteurs locaux et la population aux enjeux du site

Objectif(s) opérationnel(s)

Lutter contre les espèces concurrentes invasives
Informar et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000

Habitats et espèces concernées

Tous

Justification de l'action

Le site des marais du Bec d'Ambès abrite de nombreuses espèces animales et végétales invasives qui dégradent la qualité des habitats naturels et appauvrissent la biodiversité du site : Jussie, Myriophylle, Renouée du Japon, herbes de la Pampa pour les principaux végétaux ; ragondins, rats musqués, Ecrevisse de Louisiane, grenouille taureau, tortue de Floride pour les principaux animaux.

Cette action découle de la nécessité de former les acteurs à la reconnaissance et aux démarches à effectuer en cas d'observations et/ou capture d'espèces invasives et peut également viser à accompagner les riverains dans le choix des essences végétales d'agrément à planter dans leur jardin.

Outre l'action contractuelle GE3.1, il est important d'associer l'ensemble des acteurs à la lutte contre ces espèces pour une action de régulation la plus efficace et durable qu'il soit.

Surface d'application de l'action

Ensemble du site Natura 2000

Description de l'action

Des manuels techniques dont l'objet est de faciliter la reconnaissance des espèces exotiques envahissantes et de présenter des techniques de lutte récentes et respectueuses de l'environnement existent. Dans le cadre du DOCOB, il est important de diffuser ces documents auprès des acteurs locaux. Ces documents sont souvent disponibles sur internet et peuvent être diffusés.

Il paraît également utile de réaliser une plaquette complémentaire adaptée au site ciblant les espèces animales et végétales présentes ou susceptibles de l'être.

Cette plaquette réalisée par l'animateur comporterait une description générale de la problématique « espèces exotiques envahissantes », une description de chaque espèce végétale et animale visée et serait illustrée de photos. La réglementation en vigueur serait également rappelée (interdiction de transporter vivante ou relâcher l'écrevisse de Louisiane par exemple).

Les moyens de lutte à engager ainsi que les acteurs de la lutte seront également évoqués.

Maîtrise d'ouvrage de l'action

Animateur du DOCOB

Assistance technique

Réseau départemental ou régional des animateurs et opérateurs Natura 2000, Atelier Technique des Espaces Naturels, ADPAG (piégeurs), Fédération départemental des Chasseurs, ONCFS, CBNSA, Cistude Nature, CSRPN ...

Evaluation et suivi de la mise en œuvre de l'action

Nombre d'adhérents à la Charte

Nombre d'observations d'espèces animales envahissantes transmises à la structure animatrice

Nombre de plaquettes distribuées

Plan de financement

Action déjà budgétisée dans la mission d'animation.

Financeurs potentiels :

Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

Ministère de l'Environnement

Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG)

3.4.5 Maquette financière des actions non contractuelles

Code action	Libellé de l'action	Priorité	Montant total estimé (en €)	Répartition prévisionnelle des coûts (en €)				
				Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Actions de gestion et d'entretien								
GE1.1	Réalisation de plans de gestion des marais	1	35880	17940	17940	0	0	0
GE1.2	gestion douce des jalles, fossés et de leurs abords	1	0	Réalisée dans le cadre des programmes pluriannuels d'entretien du réseau hydrographique				
GE1.3	Gestion écologique des niveaux d'eau dans les marais	1	0	Réalisée dans le cadre de l'actuelle gestion de l'eau				
GE1.4	Conservation des boisements et des haies existantes	1	0					
GE2.4	Maîtrise foncière à fins conservatoires et de valorisation des espaces d'intérêt	2	?	Réalisée sur initiative privée				
Actions de travaux								
TU1.2	Chantiers de nettoyage des dépôts sauvages	1		Réalisée sur initiative privée				
Actions d'études et de suivi								
SE2.1	Programme d'amélioration et de suivi de la qualité de l'eau	2		Réalisée sur initiative privée et programme collectif de la politique de l'eau				
SE3.1	Suivi cartographique de l'évolution des habitats naturels et de l'état de conservation des milieux ouverts	3		Animation				
SE3.2	Amélioration des connaissances et suivi des espèces d'intérêt communautaire	3	20000	0	0	0	10000	10000
SE3.3	Amélioration des connaissances et suivi des peuplements piscicoles	2		Réalisée dans le cadre de programmes collectifs de la politique de l'eau				
Actions de pédagogie et d'information								
PI1.1	Sensibiliser et impliquer les acteurs locaux dans la démarche Natura 2000	1		Animation				
PI2.1	Informar la population et les acteurs locaux des richesses naturelles du site	2		Animation				
PI2.2	Informar, sensibiliser, former les usagers à la reconnaissance des espèces exotiques invasives et aux moyens de lutte	2		Animation				
		Total/année (en €)		17940	17940	0	10000	10000

3.5 MAQUETTE FINANCIERE GLOBALE

Action	Priorité	Nombre d'unités objectifs	Financeurs	Répartition prévisionnelle des coûts (en €)					Coût global
				Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	
Contrats non agricoles non forestiers									
TU1.1	1	8 ouvrages/1500ml	Etat et Europe	39 500 €	39 500 €	32 500 €	20 000 €		131 500 €
TU2.1	2	5 ouvrages	Etat et Europe		5 932 €	8 898 €			14 830 €
GE1.5	1	106ha	Etat et Europe	74 200 €		74 200 €		74 200 €	222 600 €
GE1.6	1	190ha	Etat et Europe	92 150 €	92 150 €	92 150 €	92 150 €	92 150 €	460 750 €
GE1.7	1	61ha	Etat et Europe	29 585 €	29 585 €	29 585 €	29 585 €	29 585 €	147 925 €
GE1.8	1	20ha	Etat et Europe		15 600 €	15 600 €	15 600 €	15 600 €	62 400 €
GE2.1	2	8 mares	Etat et Europe		2 895 €	3 990 €	4 120 €	2 920 €	13 925 €
GE2.2	2	10ha	Etat et Europe			15 250 €		4 500 €	19 750 €
GE2.3	2	1000ml	Etat et Europe			11 750 €	11 750 €	1 750 €	25 250 €
GE2.5	2	23,5ha	Etat et Europe		32 783 €		16 685 €		49 468 €
GE3.1	3	1,05ha	Etat et Europe			21 199 €	269 €	269 €	21 737 €
		50 cages pièges		500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	2 500 €
Mission d'animation									
Animation		Site	Etat, Europe, Agence de l'eau (AEAG), collectivité	21 250 €	20 280 €	18 090 €	18 760 €	23 490 €	101 870 €
Mesures hors contrat									
GE1.1	1	Site	AEAG, Conseil général (CG), Conseil régional (CR)	17 940 €	17 940 €				35 880 €
GE1.2	1	Site	AEAG, CG, CR	Programmes d'entretien pluriannuels du réseau hydrographique					0 €
GE1.3	1	Site	—	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
GE1.4	1	Site	—	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
GE2.4	2	Site	AEAG, Europe, Etat	Initiatives privées des personnes publiques ou privées					0 €
TU1.2	1	Site	Communes, AEAG, CG, CR	Initiatives privées des personnes publiques ou privées					0 €
SE2.1	2	Site	AEAG, collectivités, industriels, particuliers	Programme collectif politique de l'eau					0 €
SE3.1	3	Site	Etat, Europe, AEAG, collectivité	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation
SE3.2	3	Site	Etat, Europe, AEAG, porteur de l'animation du DOCOB				10 000 €	10 000 €	20 000 €
SE3.3	3	Site	Etat, Europe, AEAG	Programme collectif politique de l'eau					0 €
PI1.1	1	Site	Etat, Europe, AEAG, collectivité	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation
PI2.1	2	Site	Etat, Europe, AEAG, collectivité	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation
PI2.2	2	Site	Etat, Europe, AEAG, collectivité	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation	Animation
Total général				275 125 €	257 165 €	323 712 €	209 419 €	244 964 €	1 310 385 €